



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

=====

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

=====

DIRECTION DE LA CONJONCTURE ET DE LA PREVISION
ECONOMIQUES

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Fin décembre 2014



Date de Publication : 15 février 2015

Publication trimestrielle

SOMMAIRE

SYNTHESE	iv
SUMMARY	v
VUE D'ENSEMBLE	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	4
I.1. PAYS AVANCÉS.....	4
I.2. PAYS ÉMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT.....	5
I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA.....	6
I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES	7
II. CONJONCTURE NATIONALE	8
II.1. SECTEUR REEL.....	9
II.2. FINANCES PUBLIQUES	19
II.3. COMMERCE EXTERIEUR.....	22
II.4. SITUATION DES MARCHES MONETAIRE ET BOURSIER.....	23
II.4.a. Marché monétaire.....	23
II.4.b. Marché boursier	24

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro mis à jour à fin décembre 2014.....	7
Graphique 2 : PIB par habitant en termes nominaux et réels.....	9
Graphique 3 : Réalisations à fin décembre 2014 et prévisions annuelles du secteur primaire	10
Graphique 4 : Indice harmonisé de la production industrielle	11
Graphique 5 : Indice de production du secteur manufacturier	12
Graphique 6 : Indice de production des industries extractives.....	12
Graphique 7 : Production d'or en kg	12
Graphique 8 : Réalisations à date et prévisions annuelles 2014 dans le secondaire.....	13
Graphique 9 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail	14
Graphique 10 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination	15
Graphique 11 : Transport maritime et aérien (2011-2013)	15
Graphique 12 : Transport ferroviaire (2011-2014).....	17
Graphique 13 : Répartition du chiffre d'affaires du secteur des télécommunications en 2014	17
Graphique 14 : Evolution des investissements du secteur des télécommunications.....	17
Graphique 15 : Taux d'inflation (2011-2014).....	18
Graphique 16 : Evolution des effectifs dans le secteur moderne (2011-2014).....	19
Graphique 17 : Indicateurs des finances publiques à fin décembre 2012, 2013 et 2014 (en milliards de FCFA)	19
Graphique 18 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur 2011-2014.....	22
Graphique 19 : Répartition géographique des exportations à fin décembre 2014	23
Graphique 20 : Répartition géographique des importations à fin décembre 2014.....	23
Graphique 21 : Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA) 2011-2014.....	24
Graphique 22 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA 2013-2014.....	24

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2014 (en %).....	4
Tableau 2 : Taux de croissance trimestriel dans les pays émergents (en %).....	5
Tableau 3 : Taux de croissance et inflation dans l'UEMOA.....	6
Tableau 4 : Finances publiques et échanges extérieurs de l'UEMOA	7
Tableau 5 : Principales productions de l'agriculture d'exportation (en tonnes).....	9
Tableau 6 : Principales productions de l'agriculture vivrière (en tonnes)	11
Tableau 7 : Performance dans le recouvrement des recettes fiscales à fin décembre 2014 (valeur en milliards de FCFA)	20
Tableau 8 : Situation des dépenses en 2013 et 2014	21
Tableau 9 : Structure des exportations 2013-2014	23
Tableau 10 : Structure des importations 2013-2014	23

LISTE DES ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

ASEAN :	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.
BCE :	Banque Centrale Européenne
BIC :	Bénéfice Industriel et Commercial
BRVM 10 :	Indice des dix entreprises les plus performantes du marché boursier
BRVM :	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP :	Bâtiments et Travaux Publics
CAF :	Coût Assurance Fret
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI :	Communauté des Etats Indépendants
DGD :	Direction Générale des douanes
DGE :	Direction Générale de l'Economie
FCFA :	Franc de la Coopération Financière d'Afrique
FIMR :	Fond d'Investissement en Milieu Rural
FMI :	Fonds Monétaire International
Gwh :	Giga watt heure
MINAGRI :	Ministère de l'Agriculture
MW :	Mégawatt
PAA :	Port Autonome d'Abidjan
PASP :	Port Autonome de San Pedro
PIB :	Produit Intérieur Brut
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PND :	Plan National de Développement
SAPH :	Société Africaine de Production d'Hévéa
SIR :	Société Ivoirienne de Raffinage
SMB :	Société Multinationale de Bitume
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE :	Union Européenne
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

Au niveau international, la croissance mondiale ressortirait en hausse de 3,3% en 2014, au même rythme qu'en 2013, selon les récentes estimations du FMI (WEO, janvier 2015). Cette réalisation, légèrement inférieure aux prévisions initiales (3,7%) est liée principalement à la baisse des cours du pétrole brut, de l'euro et des risques géopolitiques persistants.

Au plan national, l'activité économique a évolué dans un environnement favorable marqué par le renforcement des réformes structurelles notamment celles relatives à l'amélioration continue du climat des affaires et l'augmentation des revenus.

Dans le secteur primaire, à fin 2014, la croissance est de 12,0% contre 6,9% en 2013. Cette réalisation a été impulsée par l'agriculture vivrière (+18,7%) et les productions agricoles d'exportation (+2,8%). Les spéculations à la hausse sont principalement le cacao (+0,3%), le café (+2,0%), le coton graine (+17,1%), l'anacarde (+19,9%), le sucre (+6,9%), le caoutchouc (+9,4%), l'huile de palme (+1,4%), le manioc (74,0%), le maïs (13,2%), l'igname (9,7%) et le riz paddy (6,2%). En revanche, l'ananas (-16,4%) et la banane (-8,1%) se contractent.

Tableau 1 : Principales productions dans l'agriculture d'exportation (en tonnes, sauf indication contraire)

	12 mois 2013	12 mois 2014	Variation(%)
Agriculture d'exportation			
Cacao	1 669 652	1 674 016	0,3
café	103 743	105 867	2,0
Anacarde	487 761	564 780	15,8
Ananas	67 502	56 413	-16,4
Banane	394 193	362 363	-8,1
Sucre	179 029	191 304	6,9
Caoutchouc	290 043	317 346	9,4
Huile de palme	392 279	420 115	7,1
Coton graine	357 708	405 226	13,3
Agriculture vivrière			
Riz paddy	1 934 154	2 053 520	6,2
Maïs	848 617	960 809	13,2
Manioc	2 436 495	4 239 303	74,0

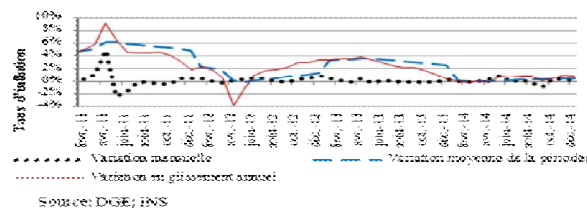
Source : DGE/OPA/Ministères

Le secteur secondaire affiche également une amélioration de 3,7% à fin décembre 2014. Cette évolution est due à l'effet combiné de l'accroissement observé au niveau de l'industrie agroalimentaire (+8,6%), des autres industries manufacturières (+6,2%) et de la contraction des produits pétroliers (-2,8%), de l'énergie (-8,0%) ainsi que de l'extraction minière (-3,3%). Par ailleurs, l'indicateur avancé du BTP progresse de 18,2% à fin décembre 2014. Toutefois, la correction de cet indicateur par la prise en compte des ventes de ciment au lieu de sa production totale situe l'évolution de sa valeur ajoutée à 15,5%.

Le secteur tertiaire enregistre aussi une embellie de sa valeur ajoutée de 10,2% à fin 2014. Cette situation est liée à la progression de la plupart de ses composantes. Ainsi, le commerce intérieur enregistre une hausse de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail (+3,9%) en termes nominaux. Cette évolution est attribuable à la reprise de la demande en rapport avec la nette amélioration du climat des affaires et des revenus des ménages (relèvement du SMIG et augmentation des salaires des fonctionnaires ainsi que la création de nouveaux emplois). De même, les transports aérien et terrestre augmentent respectivement de 15,4% et 4,6%. Par contre, dans le transport maritime, le trafic global est en baisse (-1,0%) en lien avec les activités du PAA (-3,1%); et ce malgré le rebond du trafic au port de San Pedro (+9,5%). De même, le trafic ferroviaire de marchandises et de personnes affiche respectivement une baisse de 7,3% et 21,7% sur l'année.

A fin 2014, l'inflation augmente modérément de 0,4% contre 2,6% en 2013. Elle est restée contenue durant toute l'année. Cette évolution est due notamment à l'effet conjugué du renchérissement des fonctions « articles d'habillement et chaussures » (+3,4%), « loisirs et culture » (+2,8%), « Meuble, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,6%), « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,6%), « biens et services » (+1,5%) et « Restaurants et Hôtels » (+1,3%) et du fléchissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,1%) et du « transport » (-0,4%). En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation croît de 0,9% à fin décembre 2014.

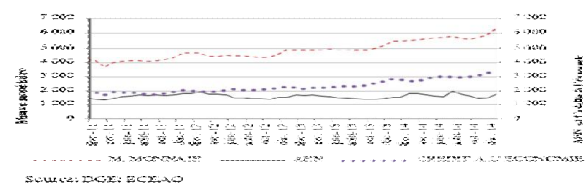
Graphique 1 : Taux d'inflation



Les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial se caractérisent par un excédent commercial de 913,7 milliards, en hausse de 271,4 milliards par rapport à la même période de 2013. Ce résultat s'explique par l'augmentation en valeur des exportations (+9,8%) plus forte que celle des importations (+5,6%).

La situation monétaire en décembre 2014 est caractérisée par une augmentation de la masse monétaire (16,1%) impulsée par la hausse du crédit intérieur net (19,3%) et des avoirs extérieurs nets (14,5%). Cependant la position nette du Gouvernement continue de se dégrader (+14,1%) au regard des besoins pour le financement du développement.

Graphique 2 : Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)

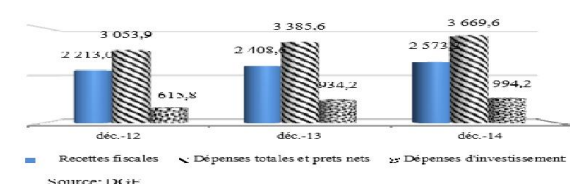


Dans le secteur moderne à fin décembre 2014, 47 172 emplois nets, dont 77,5% à l'actif du secteur privé, ont été créés sur un an, portant le nombre de salariés à 803 769, en hausse de 6,2% par rapport à 2013.

Le marché boursier, à fin décembre 2014, est marqué par une évolution favorable des indicateurs par rapport à décembre 2013. En effet, l'indice BRVM composite et l'indice BRVM 10 augmentent respectivement de 11,2% et 8,6%. De même, la capitalisation boursière croît de 11,2%.

Les finances publiques sont caractérisées en 2014 par un gap sur les recettes totales et dons (-96,6 milliards, -0,6% du PIB) par rapport à l'objectif, imputable principalement aux recettes fiscales (-72,7 milliards, -0,4% du PIB) et aux dons (-21,4 milliards, -0,1% du PIB). Concernant les dépenses totales et prêts nets, ils enregistrent une sous consommation de 115,3 milliards (-0,7% du PIB) provenant essentiellement des dépenses d'investissement (-101,2 milliards, -0,6% du PIB) et des prises de participation (-25,9 milliards, -0,2% du PIB). Il se dégage un solde primaire de base de -80,4 milliards (-0,5% du PIB) et un déficit budgétaire de 376,2 milliards (-2,2% du PIB) financés sur emprunts extérieurs.

Graphique 3 : Indicateurs des finances publiques aux premiers semestres 2012, 2013 et 2014



En définitive, les réalisations au terme de l'année 2014 ont permis d'atteindre un taux de croissance élevé de 8,5%, après 10,7% et 9,2% en 2012 et 2013. Ces performances placent la Côte d'Ivoire parmi les pays à fort taux de croissance et augurent de son émergence à l'horizon 2020. Une croissance de 9,4% est attendue 2015, avec des évolutions de 7,5% pour le secteur primaire, 12,4% pour le secteur secondaire et 10,2% pour le secteur tertiaire.

SUMMARY

At the international level, the global growth would increase by 3.3 % in 2014, the same pace as in 2013, according to the latest IMF estimates (WEO updated in January 2015). This achievement, slightly below the initial target (+3.7%), is mainly due to the drop of oil price and euro currency as well as geostrategic risks.

Nationally, the economic activity has evolved in a favorable environment marked by the strengthening of structural reforms, especially those related to the business condition and the increase of income.

In the primary sector, in late 2014, the growth is 12.0% after 6.9% in 2013. This achievement is spurred by food agriculture (+18.7%) and export agriculture (+2.8%). The crops which are increasing are Cocoa (+0.3%), coffee (+2.0%), cotton seed (+17.1%), cashew nut (+19.9%), sugar (+6.9%), rubber (+ 9.4%) and palm oil (+ 1.4%), cassava (+74.0%), corn (+13.2%), yam (+9.7%) and Paddy rice (+6.2%). By contrast, pineapple (-16.4%) and banana (-8.1%) decreased.

Table 1: Main agriculture export products (in tonne)

	12 months 2013	12 months 2014	Variation(%)
Export agriculture			
Cocoa	1 669 652	1 674 016	0,3
Coffee	103 743	105 867	2,0
Cashew nut	487 761	564 780	15,8
Pineapple	67 502	56 413	-16,4
Banana	394 193	362 363	-8,1
Sugar	179 029	191 304	6,9
Rubber	290 043	317 346	9,4
Palm oil	392 279	420 115	7,1
Seed cotton	357 708	405 226	13,3
Subsistence farming			
Rice	1 934 154	2 053 520	6,2
Maize	848 617	960 809	13,2
Cassava	2 436 495	4 239 303	74,0

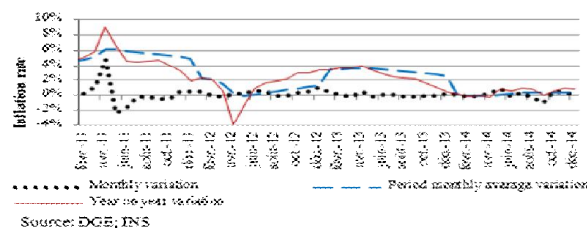
Source : DGE/OPA/Ministries

The secondary sector is also improving by 3.7% at the end of December 2014. This evolution is due to the combined effect of the increase observed in the agro-food industry (+8.6%) as well as the other manufacturing industries (+6.2%) and the decrease of oil products (-2.8%), energy (-8.0%) and mining (-3.3%). Furthermore, at end December 2014, the leading indicator of construction rises by 18.2%. However, the correction of this indicator, by taking into account the sales of cements instead of the total production, gives an increase of the value added by 15.5%.

The tertiary sector is also experiencing an increase of the value added by 10.2% at the end of 2014. This situation is linked to the rise of most of its components. The internal trade is then experiencing a rise of the retail trade turnover index (+3.9%) in nominal terms. This rise is brought by the revival of the demand linked to the significant improvement of the business condition and household income (rise of minimum wage and salary of civil servants as well as job creations). Similarly, the air transport and road transport increase respectively by 15.4% and 4.6%. In the contrary, in the maritime transport, the overall traffic is decreasing (-1.0%) owing to the decreasing activity in the port of Abidjan (-3.1%), although the rebound concerning the port of San Pedro (+9.5%). Similarly, the rail freight and passengers traffic went down respectively by 7.3% and 21.7 % over the year.

At the end of 2014, the inflation rises slightly by 0.4% compared to 2.6% in 2013. It has been maintained within the limits during the whole year. This trend is mainly due to the combined effect of rising price of "Clothing and footwear articles" (+3.4%), "recreation and culture" (+2.8%), "Furniture, household equipment and Routine maintenance of the home" (+ 2.6 %), "housing, water , electricity, gas and other fuels" (+ 1.6 %), "goods and services" (+ 1.5 %) as well as "Restaurants and Hotels" (+ 1.3 %) and decreasing price of "food and non- alcoholic beverages" (-2.1 %) and "transport" (-0.4%) . Year on year, the Consumer Price Index increases by 0.9 % at the end December 2014.

Chart 1 : Inflation rate

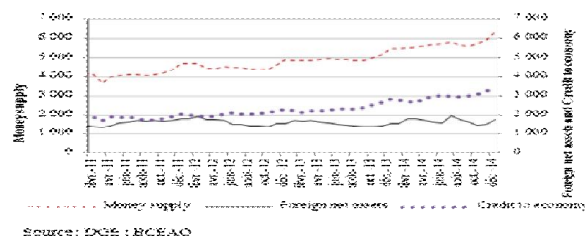


Source: DGE; INS

Foreign trade of goods, in special trade, is characterized by a trade surplus of 913.7 billion, up by 271.4 billion compared to the same period of 2013. This change is explained by an increase of exports value (+9.8%) stronger than that of imports (+5.6%).

The Monetary situation in December 2014 is characterized by an increase of money supply (16.1%) spurred by the rise of net domestic credit (19.3%) and net foreign assets (14.5%). However, the Government's net position continues to deteriorate (+ 14.1%) due to the need of financing the development.

Chart 2 : Main monetary aggregates (in billions of CFA Francs)



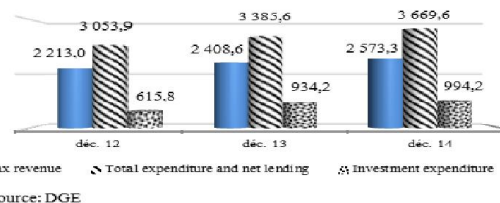
Source: DGE; BCEAO

In the modern sector at the end of December 2014, 47,172 net new jobs, including 77.5% for the private sector, have been created over one year. This brings the number of employees to 803,769, up by 6.2% compared to 2013.

The stock market at the end of December 2014 is marked by a favorable evolution compared to December 2013. In fact, the BRVM composite index and the BRVM 10 index increases by 11.2% and 8.6% respectively. Similarly, the market capitalization grows by 11.2%.

The Public finances in 2014 are characterized by a gap between the revenues and grants (-96.3 billion or -0.6% the GDP) and the target driven by the tax revenues (-72.7 billions, -0.4% of the GDP) and grants (-21.4 billions, -0.1% of the GDP). Concerning the total expenditure and net lending, they record an under execution of 115.3 billion (-0.7% of the GDP) coming primarily from the capital expenditures (-101.2 billion, -0.6% of the GDP) and the acquisition of stakes (-25.9 billion, -0.2% of the GDP). As a result, the basic primary balance has a deficit of 80.4 billion (-0.4% of the GDP) and the budget deficit is 376.2 billion (-2.2% of the GDP), financed by external lending.

Chart 3: Main aggregates of public finances (in billions of CFA francs)



Source: DGE

In conclusion, the achievements in 2014 have permitted to reach a high growth rate of 8.7%, after respectively 10.7% and 9.2 % in 2013 and 2012. These performances, ranking the Ivory Coast among the countries with the highest growth rate, bode well about the emergence by 2020. A growth of 9.4% is expected in 2015 with the evolution of 7.5% in the primary sector, 12.4% in the secondary sector and 10.2% in the tertiary sector.

VUE D'ENSEMBLE

Poursuite d'une reprise inégale de l'économie mondiale

Au **niveau international**, la croissance mondiale ressortirait en hausse de 3,3% en 2014, au même rythme qu'en 2013, selon les récentes estimations du FMI (WEO, janvier 2015). Cette réalisation, légèrement inférieure aux prévisions initiales (3,7%) a été impactée par le ralentissement dans la zone euro, au Japon et dans certains pays émergents (notamment Chine et Brésil) ainsi que l'augmentation des risques géopolitiques et les préoccupations suscitées par la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest.

L'activité dans les **pays avancés** bénéficierait d'un rebond au quatrième trimestre 2014 grâce à la vigueur de la croissance aux Etats unis (+2,4% contre +2,2% un an plus tôt) et de l'Allemagne (+1,5% en 2014 contre +0,2% en 2013). La croissance annuelle de l'activité économique se situerait à +1,8% après 1,3% en 2013). Dans la **zone Euro**, l'activité se redresserait (+0,8% contre -0,5% en 2013), en relation avec le dynamisme de l'économie allemande tandis que la croissance resterait faible en France (+0,4% contre 0,3% en 2013) et négative en Italie (-0,4%).

Dans les **pays émergents et en développement**, la croissance resterait forte (+4,4%), mais en deçà du niveau enregistré en 2013 (4,7%). L'activité de ce groupe de pays est tirée par la *Chine et l'Inde*. *En effet, la Chine* maintiendrait une croissance économique forte (+7,3%), mais en décélération par rapport à 2013 (+7,8%). Ce qui n'est pas le cas de l'Inde qui bonifie ses réalisations en 2014 (+5,8% contre +5,0% en 2013). Toutefois, ces réalisations sont plombées par la crise en Ukraine qui affecte fortement la croissance de la Russie (+0,6% contre +1,3% en 2013).

Dans les pays de l'**Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)**, la croissance se situerait à +4,5 % en 2014 contre +5,2% en 2013 en raison de l'atonie de la demande mondiale.

L'activité en **Afrique subsaharienne** pour l'année 2014 resterait vigoureuse à 4,8% après 5,2% l'année précédente. La plupart des pays producteurs de pétrole, notamment le Nigéria, l'Angola et le Gabon ont subi la chute des cours du pétrole brut et pourrait réaliser des taux de croissance plus faible que prévu.

Dans la **zone UEMOA**, les perspectives économiques font état d'une accélération de l'activité dans l'ensemble des pays en 2014. Le taux de croissance PIB de l'Union serait de +6,8% en 2014, après +5,9% en 2013, en dépit de la fragilité de la reprise à l'échelle internationale et des soucis terroristes au Mali.

En moyenne sur la période, la situation des **cours des matières premières** à fin décembre 2014, est caractérisée par une hausse des cours du cacao (+26,3%), du café (+29,9%) tandis que ceux du caoutchouc (-28,8%), du pétrole brut (-9,0%), de l'or (-10,3%), du sucre (-6,5%), du supercarburant (-7,9%), du gasoil (-8,6%) et de l'huile de palme (-3,3%) se replient. Aussi, l'**indice Moody's** enregistre-t-il un repli à fin décembre 2014 de 0,3% en moyenne sur la période.

Le **marché des changes** enregistre une appréciation de l'euro, en moyenne sur les 12 mois de 2014, par rapport aux principales monnaies. Toutefois, en évolution mensuelle, elle se déprécie.

L'économie nationale continue de se consolider

Au cours de l'année 2014, l'économie ivoirienne a évolué dans un environnement favorable marqué par la poursuite de la mise en œuvre du PND et de l'amélioration du climat des affaires. Ainsi, le Gouvernement a mis en œuvre de nouveaux codes attractifs et respectant les normes internationales portant sur l'investissement, les mines et l'électricité. Par ailleurs, il a adopté des réformes visant (i) la facilitation de l'obtention des prêts par les opérateurs économiques ; (ii) le renforcement de la protection des investisseurs en accroissant les droits des actionnaires détenant moins de 10% du capital social et en permettant aux actionnaires de demander réparation aux dirigeants dans certains cas ; (iii) la réduction des délais et des coûts de création d'entreprises et (iv) la facilitation des transferts de propriété. Aussi, le Gouvernement a-t-il poursuivi ses efforts en réduisant de façon substantielle la dette intérieure en vue d'améliorer la trésorerie des acteurs du secteur privé.

L'activité économique a également bénéficié de la prise de mesures visant l'amélioration du revenu ainsi que du retour progressif des agents de la Banque Africaine de Développement depuis le mois de juin 2014 qui consacre une fois de plus les efforts de repositionnement de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international.

Par ailleurs, pour garantir le succès de l'opération « Eurobond 2014 », il a été procédé à la réalisation de la première notation souveraine de la Côte d'Ivoire, avec l'attribution des notes B+ et B par les agences de notation internationales FITCH et MOODY'S.

Les réalisations de l'année 2014, comparées à celles de 2013 se présentent comme suit :

Le **secteur primaire** serait marqué en 2014 par un rebond de l'agriculture vivrière (+18,7%) et une bonne tenue de celle d'exportation (+2,8%). La production vivrière bénéficie de la mise en œuvre de la stratégie des productions vivrières autre que le riz. Cette orientation se traduit par l'amélioration de la productivité liée à un meilleur encadrement et à la distribution de semences améliorées à haut rendement. Par ailleurs, une extension des surfaces cultivées est observée pour certaines cultures. Ainsi le manioc +74%, le maïs +13,2% et l'igname +9,7% croissent fortement. S'agissant de l'agriculture d'exportation, elle continue de profiter des réformes engagées en vue de l'amélioration de la production et des prix d'achat aux paysans. Les principaux produits en hausse sont le cacao (+0,3% pour une prévision initiale de -1,3%), l'anacarde (+19,9%), le caoutchouc (+9,6%), le coton graine (+17,1%) et le sucre (+6,9%).

Dans l'ensemble, le secteur primaire croît de 12,0% contre +6,9% en 2013.

Le **secteur secondaire** enregistrerait une hausse de 3,7%, contre 8,8% en 2013. Cette croissance provient du dynamisme des industries agroalimentaires (+8,6%), des autres industries manufacturières (+6,2%) et des BTP (+15,5%) amoindri toutefois par la baisse d'activité au niveau des industries extractives (-3,3%), de la production de produits pétroliers (-2,8%) et de la branche « Electricité et eau » (-8,0%). L'activité extractive est affectée par le repli de la production de pétrole brut (-24,5%).

L'activité du **secteur tertiaire** progresse de 10,2% contre 9,6% en 2013 en termes réels. Cette embellie se ressent dans toutes les sous branches à savoir les transports (+9,4%), le commerce (+11,1%), les télécommunications (+3,5%) et les autres services (+12,6%).

En moyenne sur l'année 2014, **l'indice harmonisé des prix à la consommation** enregistre une faible hausse (+0,4%) par rapport à 2,6% en 2013, sous l'effet de la contraction des prix des produits alimentaires (-2,1%) et

de l'augmentation de ceux des produits non alimentaires (+1,4%).

La situation des finances publiques en 2014, est marquée par une moins-value sur les recettes totales et dons (-96,6 milliards, -0,6% du PIB) par rapport à l'objectif du programme économique et financier, imputable principalement aux recettes fiscales (-72,7 milliards ; -0,4% du PIB) et aux dons (-21,4 milliards ; -0,1% du PIB). Les dépenses totales et prêts nets enregistrent quant à eux, une sous consommation de 115,3 milliards (-0,7% du PIB) provenant essentiellement des dépenses d'investissement (-115,3 milliards, -0,6% du PIB). Il en résulte un déficit budgétaire de 376,2 milliards (-2,2% du PIB comme en 2013) et un solde primaire de base de -80,4 milliards (-0,5% du PIB contre -0,1% en 2013). Le recours aux marchés sous régional et international a servi, en partie, à la couverture du déficit budgétaire.

Le service de la dette publique exécuté ressort à 1 176,2 milliards contre 1 176,3 milliards prévus. Ce service comprend 838,6 milliards de dette intérieure contre 839,1 milliards (0,4 milliard) et 337,6 milliards de dette extérieure contre 337,3 milliards prévu (-0,3 milliards). Sur le service de 838,6 milliards, 814,1 milliards ont été payés cash et un montant de 24,5 milliards par restructuration (reconversion lors de l'émission TPCI de décembre 2014). En ce qui concerne la dette extérieure, elle ressort à 337,6 milliards, en ligne avec l'objectif de 337,3 milliards.

Le stock de la dette publique à fin 2014 (y compris C2D de 1 634,5 milliards), ressort à 8 104,4 milliards (47,8% du PIB) dont 3 331,7 milliards (19,7% du PIB) pour la dette intérieure et 4 772,7 milliards (28,2% du PIB) de dette extérieure.

Au terme de l'année 2014, **les échanges extérieurs** de marchandises hors biens exceptionnels se soldent par un excédent commercial de 913,7 milliards, en accroissement de 271,4 milliards par rapport à celui de 2013. Cette progression est attribuable à une hausse en valeur des exportations (+547,3 milliards ; +9,8%) plus forte que celle des importations (+275,9 milliards ; +5,6%).

Le commerce extérieur a enregistré une amélioration des termes de l'échange (+3,5%) résultant d'une hausse significative des prix à l'exportation (+5,2%) comparativement à ceux à l'importation (+1,7%). En

volume, la dynamique des exportations (+4,3%) est légèrement plus soutenue que celle des importations (+3,8%).

A fin décembre 2014, la masse monétaire est en croissance (+882,8 milliards, +16,1%) par rapport à fin décembre 2013, en lien avec l'intensité de l'activité économique dans le pays. Cette augmentation est le fait de l'accroissement des avoirs extérieurs net (+226,2 milliards, +14,5%) et du crédit intérieur net (+799,3 milliards, +19,3%). Les nouvelles mises en place de crédit à l'économie ont augmenté de 23,3% (+638,1 milliards) par rapport à 2013. Cette évolution de la masse monétaire traduit l'intensité de l'activité économique dans le pays.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) enregistre en moyenne en 2014, une hausse des indices BRVM composite (+11,2%) et BRVM 10 (+3,0%) par rapport à 2013, traduisant le dynamisme de l'activité économique en Côte d'Ivoire.

Tirant avantage de l'évolution favorable de l'activité économique, le marché du travail se consolide. Ainsi, dans le secteur formel, l'effectif de salariés s'est accru de 6,2% (+47 172 emplois nets) comparé à la situation à fin décembre 2013.

En conclusion, l'activité économique a été soutenue en 2014, en lien notamment avec le dynamisme du secteur privé et le regain de la demande faisant suite à la hausse des revenus. Le taux de croissance annuel du PIB réel est ressorti à 8,5%. Le dynamisme est porté principalement par les secteurs primaire et tertiaire dont les contributions à la croissance du PIB sont respectivement de 2,3% et 3,8%. En 2015, l'activité resterait bien orientée grâce à l'extension du relèvement salarial à l'ensemble des fonctionnaires, la poursuite de la réalisation des grands chantiers de l'Etat et la mise en œuvre de mesures incitatives à l'initiative privées. Le taux de croissance est attendu à 9,4% grâce à des évolutions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire respectivement de 7,5% ; 12,4% et 10,2%. Ainsi, le PIB par habitant à prix courant croîtrait encore de 8,5% entre 2014 et 2015, situant la hausse de cet indicateur de bien-être à 28,4% entre 2012 et 2015.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La croissance mondiale serait identique à celle de 2013 (+3,3%)¹, selon les plus récentes estimations du FMI (Mise à jour des PEM de janvier 2015).

En dépit des conséquences de la crise financière et de l'émergence de nouveaux défis, notamment les conflits géopolitiques et l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest, l'année 2014 verrait l'économie mondiale enregistrer un rythme de croissance vigoureux mais inégal. Le chômage resterait historiquement élevé dans certaines régions. L'inflation mondiale resterait faible tandis que des risques de déflation sont toujours à craindre dans la zone euro et au Japon. La chute marquée des cours du pétrole due à des variations de l'offre pourrait influencer la croissance mondiale, quoique avec des différences importantes entre les pays importateurs et exportateurs.

I.1. PAYS AVANCÉS

L'activité dans les **pays avancés** rebondirait en 2014 à 1,8% contre 1,3% en 2013. Celle-ci serait tirée par la vigueur de la croissance aux Etats unis, au Royaume-Uni, au Canada et en Allemagne.

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2014 (en %)

Pays	Evolution trimestrielle en 2014				Croissance annuel		Année (P)
	T1	T2	T3	T4	2013	2014	
Etats Unis	-0,5	1,1	1,2	0,5	2,2	2,4	2,2
Canada	0,3	0,9	0,8	0,6	2,0	2,4	2,3
Japon	1,3	-1,6	-0,7	0,4	1,6	0,1	0,9
Royaume-Uni	0,9	0,8	0,6	0,6	1,7	2,6	3,2
Zone Euro	0,3	0,1	0,2	0,3	-0,5	0,8	0,8
Allemagne	0,8	-0,1	0,1	0,7	0,2	1,5	1,4
France	-0,1	-0,1	0,3	0,1	0,3	0,4	0,4

Source : OCDE ; FMI PEM janvier 2015

Aux États-Unis, l'accélération de la croissance serait en partie due au desserrement du frein fiscal consécutif au récent accord budgétaire et serait portée par le dynamisme de la demande interne et par une contribution positive du commerce extérieur.

L'économie du **Canada** afficherait une croissance de +2,4% au-dessus de la prévision initiale de +2,3%. Cette évolution serait soutenue par la reprise des exportations et des investissements commerciaux, de l'affaiblissement des

taux de change qui stimulerait également l'investissement. Toutefois, l'endettement élevé des ménages et la surévaluation persistante des prix des logements restent de sérieux risques au niveau interne.

Au **Japon**, l'activité devrait se maintenir légèrement en hausse en 2014 (+0,1%) en raison des contractions des deuxième et troisième trimestres. Le ralentissement serait plus graduel que prévu car les mesures temporaires de relance budgétaire devraient compenser en partie le freinage provoqué par l'augmentation de la taxe sur la consommation (relèvement de la TVA avril 2014).

Au **Royaume-Uni**, sur l'ensemble de l'année 2014, la croissance se situerait à +2,6%. Celle-ci serait impulsée par le dynamisme des services dans le secteur financier, l'investissement des entreprises et l'amélioration des conditions sur les marchés du crédit. Toutefois, la baisse d'activité dans le secteur de la construction a quelque peu ralenti la vigueur de la croissance au deuxième semestre 2014.

Dans la **zone Euro**, la croissance s'afficherait en 2014 à +0,8% contre -0,5% en 2013. Celle-ci serait tirée par les économies de l'Allemagne (+1,5% contre +0,2% en 2013) et de l'Espagne (+1,4% contre -1,2%).

La situation de quelques pays de la zone se présente comme suit :

En Allemagne, la croissance du PIB s'afficherait à 1,5% en 2014, supérieure à la prévision de +1,2%, tirée principalement par les investissements d'équipement (+3,7%). Cependant, le recul des exportations (-3,7%), des dépenses privées (-1,1%) et des dépenses de l'Etat (-1,0%) n'ont pas contribué à réaliser de meilleurs résultats.

En France, la croissance serait de 0,4% en 2014. Elle serait soutenue par les dépenses de consommation des ménages et surtout des administrations publiques.

L'Italie, resterait toujours en récession en 2014. En effet, la croissance qui a reculé les trois premiers trimestres de l'année ne devrait guère s'améliorer en raison de difficultés enregistrées dans la relance de l'activité économique. Sur toute l'année, l'activité reculerait de 0,4% impactée par la politique d'austérité menée par le Gouvernement en vue de ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB et dégager un excédent budgétaire primaire.

¹ FMI, mise à jour des PEM de janvier 2015

Par ailleurs, le manque d'investissement dans l'innovation et l'éducation, la faiblesse du crédit bancaire et le poids de la dette publique (plus de 135% du PIB) plombent la reprise économique.

En Grèce, la reprise entamée les trois premiers trimestres de l'année s'est dégradée avec l'avènement d'un nouveau pouvoir moins enclin au respect des orientations des différents bailleurs de fonds du pays. Une contraction de 0,4% a été enregistrée au quatrième trimestre contre des hausses de 0,7%, 0,3% et 0,7% aux premier, deuxième et troisième trimestres. Toutefois, sur toute l'année, la croissance serait plus forte qu'en 2013 (1,6% contre 0,4% en 2013).

Enfin, en **Espagne, le quatrième trimestre** a enregistré la croissance trimestrielle la plus importante (0,7%). L'économie espagnole a rompu avec cinq années de récession ou de croissance nulle et ferait partie des plus dynamiques de la zone euro, derrière l'Allemagne grâce aux douloureuses réformes engagées. Sur l'ensemble de l'année 2014, l'économie enregistrerait un rebond de +1,4% contre -1,2% en 2013.

I.2. PAYS ÉMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et en développement, la croissance resterait forte (+4,4%), mais serait en deçà du niveau enregistré en 2013 (+4,7%). En 2014, les taux de croissance dans les pays en développement et les économies en transition divergeraient. Cette situation résulterait d'une forte décélération qui s'est produite dans de nombreux grands pays émergents en Amérique latine et dans la Communauté des États indépendants (CEI). L'Afrique subsaharienne poursuivrait sa croissance globale en 2014 (+4,8%), mais à un rythme modéré qu'en 2013 (+5,8%).

Tableau 2 : Taux de croissance trimestriel dans les pays émergents (en %)

Pays	Evolution trimestrielle				Croissance annuelle		2014 (P)
	T1	T2	T3	T4	2013	2014	
Chine	1,5	2,0	1,9	1,5	7,8	7,4	7,4
Russie	0,0	0,1	0,0	..	1,3	0,6	0,2
Brésil	-0,2	-0,6	0,1	..	2,5	0,1	1,3
Inde	1,8	1,7	2,2	1,6	5,0	5,8	5,4
Afrique du sud	-0,4	0,1	0,5	1,0	2,2	1,4	1,7

Source : F MI PEM, janvier 2015 ; OCDE

En Chine, la croissance économique se situerait à +7,4% en 2014 contre +7,8% en 2013. C'est le taux le plus bas réalisé depuis la crise financière mondiale de 2007-2009. Les différentes mesures adoptées pour empêcher la déprime du marché immobilier, l'utilisation des surcapacités industrielles, la baisse des investissements et de volatilité des exportations ont eu des effets limités. La Chine ne table guère sur une accélération du rythme de progression de son économie puisqu'elle projette sa croissance de 2015 à 6,4%.

En Inde, l'économie enregistrerait une croissance de 5,8% contre 5,0% en 2013, soutenue par les exportations et le lancement de projets d'investissement. L'activité économique indienne a été plus dynamique que prévu et continue tout au long de l'année.

Dans les pays de l'**Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)**, la croissance devrait atteindre +4,5 % sur l'ensemble de l'année en 2014 grâce au rétablissement économique en cours dans les pays de la zone. Les efforts devraient se concentrer sur les structures fiscales à moyen terme, la stimulation de la compétitivité externe, le soutien des nouveaux secteurs de croissance et le développement d'une infrastructure de transport régionale intégrée.

Au Brésil, le PIB poursuivrait sa contraction au quatrième trimestre (-0,5%) après une légère reprise au (+0,1%) au troisième trimestre. Cette situation résulterait de l'atonie de l'investissement et d'une modération de la consommation, en lien avec le durcissement des conditions financières et la faiblesse persistante de la confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. En raison de ces facteurs, conjugués à une compétitivité externe faible, la croissance devrait rester modérée. Pour l'ensemble de l'année 2014, le PIB connaîtrait une hausse très modérée de +0,1% contre une prévision initiale de 1,3% et une réalisation de 2,5% en 2013.

Pour la **Communauté des États Indépendants**, les prévisions pour l'année 2014 ont été revues à la baisse, en raison d'une forte dégradation de la situation économique. En effet, la Russie, locomotive économique de cette zone, devrait enregistrer une croissance du PIB de +0,6% contre +1,3% enregistré un an plutôt. Les effets des sanctions occidentales et l'impact négatif de la crise ukrainienne paralysent une grande partie de l'activité économique de la zone. Le pays subirait également les effets de la baisse continue des cours du pétrole et de sa monnaie (le rouble).

La zone devrait enregistrer une contraction d'activité en 2015 (-1,4%), en étroite relation avec la poursuite de la chute de la Russie (-3,0%).

En **Afrique subsaharienne**, l'activité a continué de progresser rapidement, soutenue par d'importants investissements publics dans les infrastructures, une vitalité du secteur des services et une abondante production agricole. La croissance pour l'année 2014 resterait vigoureuse à 4,8% contre 5,2% l'année précédente. Toutefois, l'apparition de la fièvre à virus Ebola a assombri les réalisations notamment, au Libéria, en Guinée et en Sierra-Léone. En effet, les effets de la persistance et de la propagation de la maladie ont eu de graves conséquences sur l'activité dans les pays touchés et des retombées négatives dans la sous-région.

En **Afrique du Sud**, la croissance se bonifierait (+1,0%) au quatrième trimestre 2014, après 0,5% au troisième trimestre. Hormis les conflits sociaux déclenchés en 2012 et des retards dans le développement des infrastructures, y compris dans le secteur de l'électricité, la lenteur de la croissance économique internationale a entravé le développement du pays. La faiblesse des investissements et une volonté persistante de réduire l'endettement des ménages ont également pesé sur la croissance. Néanmoins, la reprise progressive de l'économie mondiale et l'aboutissement d'importants projets portés par l'État (notamment l'achèvement de la centrale électrique de MEDUPI) devraient permettre d'envisager une croissance de 1,4 % en 2014 et 2,1% en 2015.

Au **Nigéria**, la mise à jour de la base de calcul de son PIB, avec comme nouvelle année de base 2010 au lieu de 1990, a accru la taille de l'économie de 89%, faisant d'elle la première économie de l'Afrique. En 2014, l'économie du Nigéria devrait maintenir un rythme de croissance soutenu (+6,1% contre 5,4%), grâce aux performances des secteurs non pétroliers tels que l'agriculture, la technologie de l'information et des communications, le commerce et les services. Toutefois pour maintenir cette trajectoire de croissance, le Nigeria devra maintenir le cap actuel et approfondir les réformes en cours. Le récent changement de pouvoir devrait contribuer à renforcer les résultats économiques du pays. Ainsi, la privatisation de la production et de la distribution de l'électricité devraient améliorer l'efficacité énergétique et la production électrique. Cependant, des risques de perturbation de la

paix avec les intensifications des actions des groupes djihadistes. Egalement les tensions inflationnistes pourraient réapparaître avec la hausse probable des dépenses publiques dans un contexte post électoral favorable aux revendications sociales.

I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA

En 2014, les perspectives économiques dans la zone UEMOA font état d'une accélération de l'activité dans l'ensemble des pays. Le taux de croissance du PIB de l'Union serait de +7,0% en 2014 contre 6,0% en 2013, en dépit de la fragilité de la reprise à l'échelle internationale. Cette évolution serait soutenue par le regain de dynamisme des secteurs agricole et industriel ainsi que par les performances de la branche des Bâtiments et Travaux publics. Les pays à fort potentiel de croissance sont la Côte d'Ivoire, le Niger et le Burkina Faso.

Tableau 3: Taux de croissance et inflation dans l'UEMOA

Pays ou zone	Taux de croissance du PIB (%)		Inflation en moyenne annuelle (%)		Poids PIB nominal
	2013 (est.)	2014 (p)	2013	2014	
UEMOA	6,0	7,0	1,6	2,2	100
Côte* d'Ivoire	9,2	8,5	2,6	0,5	32,9
Bénin	5,1	5,5	1,0	2,0	9,5
Togo	5,0	6,2	1,9	2,1	4,8
Niger	2,6	8,2	2,3	2,7	8,5
Sénégal	3,7	4,2	0,9	2,0	16,6
Mali	5,1	6,6	-0,6	2,6	12,9
Burkina Faso	6,8	7,1	0,4	2,3	13,7
Guinée Bissau	0,3	3,5	0,9	2,1	1,1

Source : BCEAO ; UEMOA *DGE

Au niveau des prix à la consommation, selon les perspectives économiques des Etats membres de l'UEMOA 2014, **l'inflation** en moyenne annuelle, ressortirait à +2,2% contre +1,9% en 2013. Ce niveau proviendrait du renchérissement des services de distribution d'eau au Burkina, de l'électricité au Mali, du logement et des articles d'habillements en Côte d'Ivoire.

Les **finances publiques** seraient marquées par le maintien des déficits budgétaires à des niveaux relativement élevés, reflétant l'incidence des ambitieux programmes d'investissement dans les infrastructures de base et les secteurs sociaux. Ainsi, une dégradation (-7,0% contre -6,2% en 2013) du solde budgétaire hors dons est attendue, imputable à une hausse des dépenses (25,9% du PIB contre 24,7% du PIB en 2013), surtout d'investissement

(+23,2% contre 21,6%) et à une relative stabilité des recettes hors dons (+18,9% du PIB).

Tableau 4: Finances publiques et échanges extérieurs de l'UEMOA

	Solde budgétaire hors dons (% du PIB)		Balance commerciale, marchandises (% du PIB)	
	2013	2014	2013	2014
UEMOA	-6,2	-7,0	-3,7	-4,7
Côte d'Ivoire*	-3,5	-4,0	4,7	5,9
Bénin	-3,1	-3,6	-18,4	-12,1
Togo	-7,6	-7,6	-21,8	-21,9
Niger	-11,0	-13,7	-4,9	-13,0
Sénégal	-8,1	-7,9	-21,0	-20,5
Mali	-6,4	-8,9	-3,4	-7,6
Burkina Faso	-9,4	-8,2	-3,3	-3,8
Guinée				
Bissau	-5,9	-9,9	-4,2	-2,9

Source : FMI (*Perspectives économiques régionales*), *donnée estimée DGE

Concernant les **échanges extérieurs** de l'Union en 2014, le solde commercial en pourcentage du PIB se dégraderait (-4,7% contre -3,7% en 2013) et résulterait des importantes importations nécessaires à la réalisation des infrastructures et des investissements. Ainsi, à l'exception de la Côte d'Ivoire (+9,9%), les autres Etats membres prévoient des déficits.

1.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES

Evolution mitigée des cours des produits

En moyenne entre janvier et décembre 2014, la situation des cours des matières premières est caractérisée par une évolution contrastée. En effet, les cours du cacao (+26,3%), du café (+29,9%), affichent une hausse, tandis que ceux du caoutchouc (-28,8%), du pétrole brut (-9,0%), de l'or (-10,3%), du sucre (-6,5%), du supercarburant (-7,9%), du gasoil (-8,6%) et de l'huile de palme (-3,3%) se replient.

Aussi, l'indice Moody's enregistre un repli à fin décembre 2014 de 0,3% en moyenne sur la période.

En évolution mensuelle en décembre 2014, les cours des principaux produits sont en baisse, en témoignent les cours du cacao (-4,6%), du café (-7,1%), de l'huile de palme (-5,7%), du sucre (-5,7%), du pétrole brut (-20,7%), du supercarburant (-23,1%) et du gasoil (-19,1%). Par contre, les cours du coton (+1,2%) et de l'or (+2,0%) sont en progression.

Les cours du pétrole poursuivent leur chute

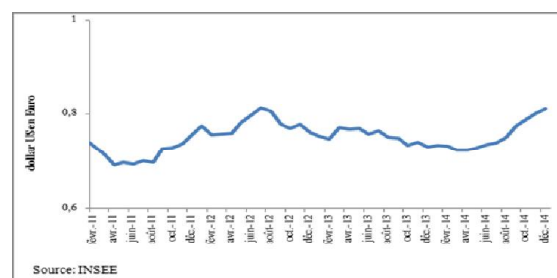
Les cours du pétrole brut au niveau mondial connaissent une forte baisse depuis le mois de juin 2014, passant de 112 dollars à 62,2 dollars le baril à fin décembre 2014. Ainsi, durant cette période, les prix du pétrole ont perdu 44,4% de leur valeur. La principale raison est la surabondance de l'offre sur le marché, alimentée par le boom de la production d'huiles non-conventionnelles d'Amérique du Nord.

L'euro en constante appréciation face au dollar américain en moyenne sur la période

Le marché des changes enregistre une appréciation de l'euro, **en moyenne** sur les 12 mois de 2014, par rapport au dollar américain (+0,1%), au yen (+8,3%), au yuan renminbi (+0,3%) et au rand sud-africain (+12,3%). Toutefois, une dépréciation face à la livre sterling (-5,0%) est observée.

Par contre, en **évolution mensuelle**, en décembre 2014, l'euro poursuit sa chute face au dollar (-1,1%), à la livre sterling (-0,3%) et au Yuan Renminbi (-0,1%). Cette perte de vitesse est aggravée par la lente reprise de la zone euro face à une économie américaine plus vigoureuse. Toutefois, face au yen (+1,4%) et au rand sud-africain (+2,3%), l'euro s'apprécie.

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro mis à jour à fin décembre 2014.



L'envolée du dollar face à l'euro depuis fin mars

La dépréciation de l'euro face au dollar depuis fin mars 2014 s'explique notamment par la mise en œuvre d'un programme d'assouplissement quantitatif par le BCE. Lancé en juin 2014, ce dernier a abouti en septembre, à (i) un abaissement du principal taux directeur de la BCE de 0,15% à 0,05%; (ii) une baisse de son taux de dépôt qui est désormais négatif (-0,2%) et (iii) un rachat massif de nouveaux actifs.

II. CONJONCTURE NATIONALE

L'analyse porte sur les données de l'année 2014, comparées à celles 2013, sauf indications contraires

Au cours de l'année 2014, l'économie ivoirienne a évolué dans un environnement favorable marquée par la poursuite de la mise en œuvre du PND, notamment les réformes structurelles et les projets majeurs. Ainsi, le Gouvernement a mis en œuvre de nouveaux codes attractifs et respectant les normes internationales portant sur l'investissement, les mines et l'électricité. Par ailleurs, il a adopté (i) la loi relative à la réglementation des bureaux de crédits en vue de faciliter l'obtention des prêts aux opérateurs économiques ; (ii) l'acte uniforme révisé portant sur le droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) pour renforcer la protection des investisseurs en accroissant les droits des actionnaires détenant moins de 10% du capital social et en permettant aux actionnaires de demander réparation aux dirigeants dans certains cas ; (iii) la réduction des délais et des coûts de création d'entreprises par notamment la publication gratuite en ligne de l'avis de constitution et le non recours obligatoire à un notaire et (iv) la facilitation des transferts de propriété par la mise en ligne du Livre Foncier Electronique (LIFE). Aussi, le Gouvernement a-t-il poursuivi ses efforts en réduisant de façon substantielle la dette intérieure en vue d'améliorer la trésorerie des acteurs du secteur privé. La Côte d'Ivoire en 2014 est classée à nouveau parmi les pays qui ont mis en œuvre le plus de réformes pour améliorer leur climat des affaires. C'est le seul pays au monde qui a été classée pendant deux années consécutives parmi ce groupe de pays (voir le rapport de la Banque Mondiale « Doing Business 2015 »)

Ces changements majeurs pour encourager l'investissement privé se sont réalisés dans un cadre macroéconomique assaini. En effet, les cinquième et sixième revues du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédits (FEC) réalisées par le FMI, en collaboration avec la Banque Mondiale et la BAD, ont été concluantes. Elles ont attesté des efforts du Gouvernement en matière de réformes, principalement au niveau des finances publiques (maîtrise de la masse salariale, amélioration du recouvrement des recettes, part plus importante des investissements dans les dépenses) ainsi que de la gouvernance institutionnelle et sectorielle (café-cacao, énergie, marchés publics).

Au niveau des projets structurants du PND, le Gouvernement a réalisé des investissements importants dont l'électrification de plus de 800 localités, la mise en service et la réparation de centaines de pompes d'eau pour permettre un accès à l'eau potable aux populations villageoises. En outre, afin de promouvoir un accès à l'éducation de base et aux soins médicaux, plusieurs salles de classes, des hôpitaux généraux et des centres de santé ont été construits. Aussi la mise en œuvre de la station d'approvisionnement en eau potable de la ville d'Abidjan et du centre de traitement d'eau de Yopougon ont permis de combler le déficit en eau potable à Abidjan. En ce qui concerne les grands travaux réalisés, le pont Henri Konan Bédié, le pont de Bouaflé, le Pont de Jacquville, les échangeurs de la Riviera 2 et du Boulevard Valéry Giscard d'Estaing ont été livrés. Plusieurs milliers de kilomètres de routes ont été réhabilités et la construction du barrage de Soubré avance vite et bien.

Ces actions de relance s'accompagnent de la prise de mesures visant l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. Il s'est agi principalement de la maîtrise de l'inflation par la mise en place une politique macroéconomique solide, de l'amélioration des revenus, notamment l'augmentation du SMIG, la revalorisation salariale des fonctionnaires et de la pratique de meilleurs prix d'achat aux producteurs dans les filières café-cacao, anacarde et coton.

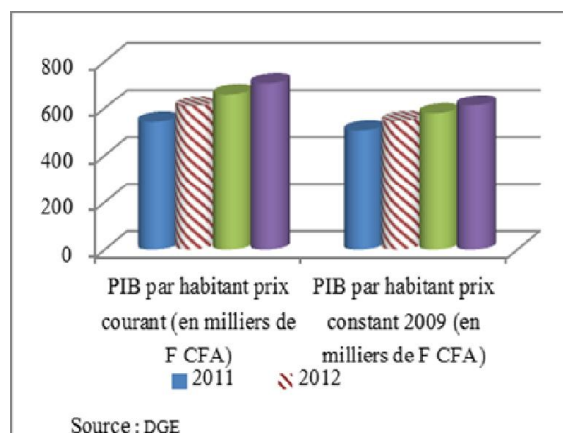
L'activité économique a également bénéficié du retour progressif des agents de la Banque Africaine de Développement depuis le mois de juin 2014 qui consacre une fois de plus les efforts de repositionnement de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international.

Par ailleurs, pour garantir le succès de l'opération « Eurobond 2014 », les agences de notation internationales FITCH et MOODY'S ont procédé à la réalisation de la première notation souveraine de la Côte d'Ivoire, avec l'attribution respectivement des notes B+ et B. Ces notes consacrent également les efforts de stabilisation du cadre macroéconomique et de normalisation de la situation socio politique et sécuritaire.

Tous ces efforts se sont traduits par une amélioration du bien-être traduit notamment par le PIB par habitant. Il

s'est amélioré de 18,4% et de 14,4% aux prix courants et à prix constant 2009 entre 2012 et 2014.

Graphique 2 : PIB par habitant en termes nominaux et réels



II.1. SECTEUR REEL

II.1.a. Secteur primaire

Le secteur primaire bénéficie de la bonne évolution de l'ensemble de ses composantes, principalement de l'agriculture vivrière (18,7%) et d'exportation (2,8%).

✓ *Agriculture d'exportation en hausse*

Depuis la fin de la crise postélectorale en 2011, le Gouvernement a fait de l'amélioration du revenu et des conditions de vie des paysans un des axes majeurs de sa politique économique. A cet effet, les réformes engagées depuis 2012 se sont poursuivies en 2014, notamment dans les filières, café, cacao, anacarde et coton. Elles se sont traduites par une amélioration des prix d'achat aux paysans ainsi que par une augmentation de la production.

Ainsi, à l'exception de la banane et de l'ananas qui accusent une baisse de la production, les autres cultures s'inscrivent en hausse en 2014.

Tableau 5 : Principales productions de l'agriculture d'exportation (en tonnes)

	12 mois 2013	12 mois 2014	Variation(%)
Cacao	1 669 652	1 674 016	0,3
café	103 743	105 867	2,0
Anacarde	487 761	564 780	15,8
Ananas	67 502	56 413	-16,4
Banane	394 193	362 363	-8,1
Sucre	179 029	191 304	6,9
Caoutchouc	290 043	317 346	9,4
Huile de palme	392 279	420 115	7,1
Coton graine	357 708	405 226	13,3

Source : DGE ; Minagri ; OPA

La production de **cacao** se maintient en hausse avec une progression de 0,3% en 2014. Cette embellie trouve non seulement son explication dans une bonne pluviosité, dans la création de nouvelles plantations mais également dans la garantie des prix depuis trois ans avec des niveaux élevés (60% du prix international Caf), entraînant ainsi une réduction de la contrebande vers le Ghana. Le prix d'achat garanti aux producteurs s'est affiché à 750 FCFA/Kg de janvier à septembre, puis à 850FCFA/Kg entre octobre et décembre 2014. Sur l'année 2014, le prix moyen pondéré aux producteurs s'est situé à 802 FCFA/Kg contre 733 FCFA/Kg un an plus tôt. Le revenu cumulé brut perçu par plus de 700 000 producteurs s'est accru de 9,6% sous l'effet combiné de la hausse des prix et du volume de la production.

L'exécution du programme Qualité Quantité et Croissance (2QC) s'est poursuivie en 2014 avec environ 7 milliards d'investissements réalisés.

Par ailleurs, des investissements ont été réalisés en vue de l'amélioration des conditions de vie des paysans. Ainsi 4,7 milliards d'investissements ont été réalisés au titre du Fond d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) dans les domaines des pistes de desserte agricole, de l'hydraulique villageoise, de la santé, de l'éducation et de l'électrification villageoise.

La production de **café** s'établit à 105 867 tonnes, en hausse de 2,0%. Cette progression résulte du meilleur entretien des plantations impulsé par le maintien d'un bon niveau de prix aux producteurs. En effet, le prix d'achat bord champ est resté à 620 FCFA/kg durant l'année 2014 comme en 2013. Ainsi, le revenu cumulé brut perçu par les producteurs est ressorti à 65,6 milliards FCFA, en hausse de 2% par rapport au niveau de 2013.

La **noix de cajou (anacarde)** ressort en hausse de 15,8%. Cette forte croissance enregistrée depuis 2012 s'explique par la mise en œuvre des réformes engagées par le gouvernement portant notamment sur le rehaussement et le respect du prix bord champ ainsi que la mise à disposition d'une sacherie visant à préserver la qualité de la noix. Le prix d'achat garanti pour la campagne 2013-2014 s'établit à 225 FCFA/Kg, en hausse de 12,5% par rapport à la campagne 2012-2013.

Le **sucre** enregistre une progression de 6,9%, grâce à l'augmentation des surfaces cultivées. En outre, la filière tire profit de la réforme d'interdiction de l'importation du sucre qui conduit les opérateurs à réaliser d'importants investissements en vue d'assurer l'approvisionnement permanent du marché local en sucre. La production s'établit à 191 304 tonnes.

Le **caoutchouc naturel** croît de 9,4% grâce à l'entrée en production de nouvelles plantations de planteurs individuels privés. Cette embellie contraste avec l'érosion des cours sur le marché international. En effet, en raison du caractère pérenne des plantes et des coûts d'entretien supportés par les producteurs, ceux-ci n'ont pas d'autres options que d'exploiter leurs plantations en attendant un retournement de la conjoncture.

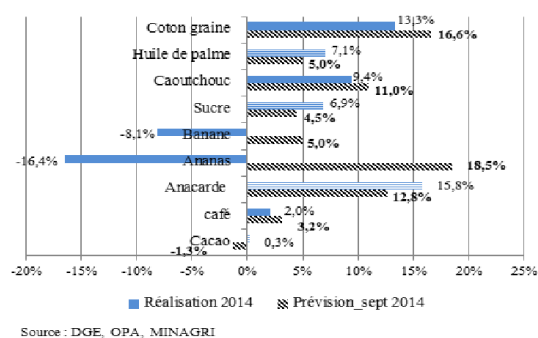
La production de **palmier à huile** se maintient en hausse de 7,1%, en relation avec le renforcement de l'encadrement des planteurs par l'appui en matériels et outillages ainsi qu'avec un meilleur entretien des plantations et des pistes villageoises.

Le **coton graine** poursuit son évolution positive (+13,3%), grâce à l'amélioration de la productivité par l'approvisionnement en intrants, en matériels agricoles ainsi qu'en semences de qualité fournies par le Centre national de recherche agronomique aux producteurs. La production bénéficie également de la formation des cultivateurs et de la réorganisation des coopératives. A fin décembre 2014, la production s'établit à 405 226 tonnes.

Par contre, suivant la tendance baissière amorcée depuis juin 2014, la production d'**ananas** affiche un repli de 16,4% sur l'année 2014. Cette contreperformance résulte du manque de financement pour l'amélioration de la qualité et de la compétitivité de la production ivoirienne fortement concurrencée sur le marché européen par les nouvelles variétés (M2D) en provenance des pays d'Amérique Latine. Ainsi, le faible niveau du prix d'achat aux producteurs lié à la mauvaise qualité de la production, amène les paysans à substituer la culture d'ananas par de nouvelles spéculations à revenus plus réguliers telles que l'hévéa dans la région de Bonoua.

La production de **banane** se contracte de 8,1% en lien avec les conditions météorologiques défavorables des derniers mois de 2014 ainsi que la destruction de près de 22% des surfaces plantées.

Graphique 3 : Réalisations à fin décembre 2014 et prévisions annuelles du secteur primaire



Au total, l'agriculture d'exportation croît de 2,8%, en retrait par rapport sa performance de 2013 (9,0%), mais au-delà des prévisions de 2014 de 2,2%. En termes de valeur ajoutée, le cacao demeure le principal produit de l'agriculture d'exportation avec 65,5% de part, suivi du caoutchouc (8,0%), de l'huile de palme (7,2%) et de l'anacarde (6,6%).

✓ Bonne tenue de l'agriculture vivrière

La production vivrière en 2014 rebondit par rapport à 2013 aussi bien au niveau des céréales, des tubercules, des fruits que des légumes.

Au niveau des céréales, la production du riz ressort à 2 053 520 tonnes, en hausse de 6,2% en glissement annuel, mais en retrait de 11,7% par rapport à l'objectif annuel, en raison de la venue tardive de la pluie sur la première récolte et du retard enregistré dans la mise en place des usines de transformation. Toutefois, selon l'ONDR, l'objectif d'autosuffisance de la Côte d'Ivoire en riz pour 2016 est un objectif qui sera tenu.

Les autres productions vivrières autres que le riz bénéficient de la mise en œuvre d'une stratégie de développement depuis 2013. Ainsi, les productions de maïs et de mil augmentent également respectivement de 13,2% et 5,1% par rapport à 2013.

Concernant les tubercules, une amélioration des productions de l'igname (+9,7%) et du manioc (+74%) est enregistrée en relation avec le développement de nouvelles variétés à rendements plus élevés.

S'agissant des légumes, les productions de gombo et d'aubergine ressortent en hausse respectivement de 2,3% et 2,9% en 2014.

Tableau 6 : Principales productions de l'agriculture vivrière (en tonnes)

	12 mois 2013	12 mois 2014	Variation(%)
Riz paddy	1 934 154	2 053 520	6,2
Maïs	848 617	960 809	13,2
Mil	49 760	52 275	5,1
Sorgho	50 472	51 344	1,7
Fonio	16 810	18 780	11,7
Igname	6 414 017	7 039 238	9,7
Manioc	2 436 495	4 239 303	74,0
Taro	73 926	76 078	2,9
Patate douce	47 914	49 342	3,0
Banane plantain	1 634 354	1 671 666	2,3
Arachide	117 692	168 132	42,9
Aubergine	91 032	93 647	2,9
Gombo	139 094	142 316	2,3
Tomate	34 734	35 540	2,3

Source : Minagri

De même, au niveau des fruits, la production de banane plantain augmente de 2,3% en glissement annuel mais affiche un retrait de 0,1% par rapport à l'objectif annuel.

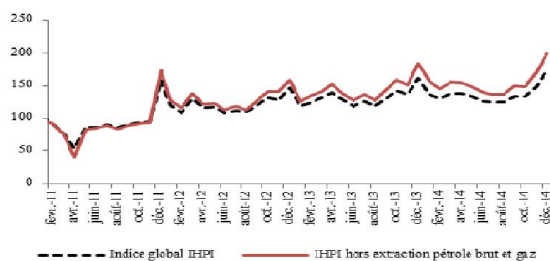
Au regard de ces évolutions, la valeur ajoutée estimée du secteur primaire rebondit de 12,0%, largement au-delà de l'objectif annuel (+4,0%), sous l'impulsion de l'agriculture vivrière (+18,7%) alors que la progression de l'agriculture d'exportation est plus modérée (+2,8%).

II.1.b. Secteur secondaire

Dans le secteur secondaire, l'activité industrielle reste bien orientée en 2014. En moyenne, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) augmente de 4,0% en glissement annuel après +4,1% en 2013. Cette croissance est attribuable au dynamisme des industries manufacturières (+6,9%) et de la branche « Electricité, gaz et eau » (+5,5%) tandis que les industries extractives (-18,0%) accusent une baisse d'activité. Hors extraction, la production industrielle s'accroît de 6,8%.

De même, l'indicateur avancé du BTP (base production), progresse de 18,2%, alors que l'indicateur corrigé prenant en compte la consommation du ciment croît de 15,5%.

Graphique 4 : Indice harmonisé de la production industrielle



Source : DGE ; INS

✓ Industries manufacturières

L'évolution favorable des industries manufacturières provient de l'ensemble des branches à l'exception des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » qui baissent de 2,3%.

La branche « textiles et cuir » affiche un accroissement de 45,8% due à l'augmentation de la fabrication de textile (+58,6%). Cette hausse est en relation avec le regain de la demande intérieure traduite par la hausse du chiffre d'affaires des ventes au détail de « textile, habillement, articles chaussants et cuir » (+24,1%).

Les « Industries du papier, carton et édition, imprimerie » enregistrent une hausse de 17,8%. Elles bénéficient de l'accroissement de la production de la sous branche « fabrication de papier, de carton et d'articles en papier ou en bois » (+37,5%). L'évolution de cette branche d'activité est la conséquence de la mise en application de l'interdiction de la fabrication et de l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables.

L'activité de la branche « Fabrication de machines et matériels de tous types » augmente de 16,8% en 2014, grâce à la « fabrication de machines et de matériels électriques » (+19,6%).

Les « Industries métalliques » croissent de 16,7% sous l'effet de la vigueur de la sous branche « fabrication d'ouvrages en métaux et le travail des métaux » (+19,8%).

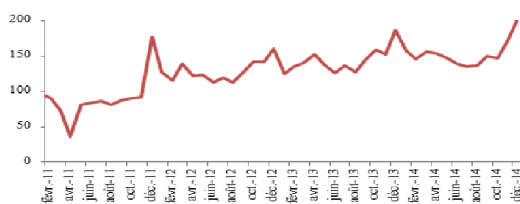
L'activité des « Industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » ressort en hausse de 10,4%. Cette embellie s'explique par la mise en œuvre du programme présidentiel des logements sociaux, économiques et de standing ainsi que par la poursuite de la réalisation des grands chantiers de l'Etat (ponts, barrage, échangeurs, routes...).

La fabrication des « produits alimentaires et de boisson » (+8,6) et des « produits à base de tabac » (+5,0%) ont contribué simultanément à l'augmentation des activités des « Industries agroalimentaires et tabac » de 8,4%.

En revanche, les « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (-2,3%) enregistrent un recul de l'activité imputable à l'ensemble des composantes. En effet, les sous branches « Fabrications de produits chimiques » (-6,8%), « Raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » (-1,1%), « Fabrication de produits

en caoutchouc ou en matières plastiques » (-0,1%) voient leurs activités se contracter.

Graphique 5 : Indice de production du secteur manufacturier



Source : DGE, INS

A fin décembre 2014, la production de **produits pétroliers** baisse de 5,3% par rapport aux réalisations de l'année 2013 pour s'afficher à 2 922 866,5 tonnes. Cette contreperformance est imputable d'une part, aux difficultés techniques rencontrées sur certaines unités qui ont occasionné des arrêts de production et d'autre part à la contraction des marges de raffinage au cours du premier semestre 2014. Le repli de la production est perceptible au niveau de la plupart des produits, notamment l'essence (-12,9%), le fuel-oil (-13,5%) et le DDO (-46,2%). Toutefois, la production du gasoil croît de 11,4% en lien avec une demande élevée à la fois au niveau national et à l'exportation.

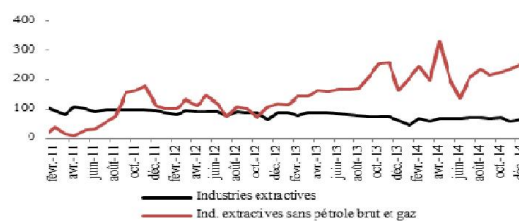
A l'inverse de la production, la consommation intérieure de produits pétroliers augmente de 7,9% en relation avec le dynamisme de l'activité nationale pour s'établir à 1 502 157 tonnes. Elle est tirée par la demande de l'ensemble des produits notamment le kérosène (+44,2%), le butane (+18,5%), le super (+7,6%) et le gasoil (+4,6%).

En revanche, les exportations se situent à 1 695 890 tonnes, en recul de 5,3% après une hausse 4,5% enregistrées en novembre 2014. Cette inversion de tendance est attribuable à la forte demande nationale, prioritaire à satisfaire par la production de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR).

✓ Industries extractives

L'indice des industries extractives accuse un repli de 18,0% par rapport à 2013. Cette contraction est due à la baisse enregistrée dans la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel, activités annexes » (-19,8%) alors que les « autres activités extractives » (principalement or, sable et gravier) augmentent de 27,4%.

Graphique 6 : Indice de production des industries extractives



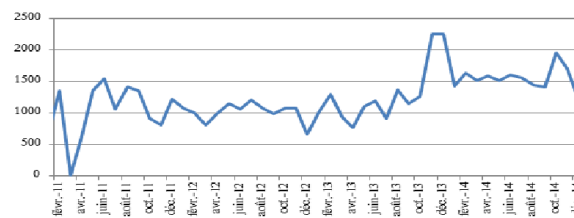
Source : DGE, INS

De façon spécifique, les principales productions se présentent comme suit :

En ce qui concerne l'**or**, l'entrée en production de la mine d'Agbaou en 2014, a contribué à augmenter significativement la production globale en Côte d'Ivoire. Comparativement à 2013, l'extraction d'or augmente de 19,9% en 2014 pour atteindre 18 600,0 kg. Malgré le dynamisme de l'exploitation aurifère, les trois plus anciennes mines du pays encore en activité ont vu chacune leur production baisser par rapport à 2013, en lien avec la chute des cours de l'or de 10,3% en moyenne sur un an. Ainsi, les réalisations de la Société des Mines d'Ity, de Tongon et de LGL Mines sont en retrait respectivement de 6,4%, 7% et 1,1% par rapport à l'année précédente.

La mine de Tongon, avec environ 40% de la production totale d'or demeure la plus grande unité du pays.

Graphique 7 : Production d'or en kg



Source : Ministère des Mines

L'extraction de **manganèse** est en hausse de 114,0% par rapport à 2013 et atteint 680 000 tonnes à fin 2014.

La production de **gaz naturel** s'établit à 2 131,2 millions de mètres cubes en 2014, en hausse de 2,1%. Cet accroissement par rapport à 2013 est la résultante des investissements réalisés sur le permis CI 27.

Par contre, la production de **pétrole brut** en 2014 a chuté (-24,5%) pour ressortir à 6 901 536 barils à fin décembre 2014 en raison de la contraction de la production journalière qui est passée de 25 021 barils/jour à 18 908 barils/jour en 2014. Cette contraction est l'effet combinée de la hausse des productions de respectivement (+3,6%)

et (+9%) sur les permis CI11 et CI27 ainsi que de la contraction de l'extraction au niveau des permis CI 26 (-8,3%) et CI 40 (-31,3%).

En vue de développer le secteur minier en Côte d'Ivoire, le Gouvernement a adopté un nouveau code minier en mars 2014 qui se veut plus attractif pour les investisseurs étrangers. Par ailleurs, afin de mettre fin aux pratiques illégales et dangereuses de l'orpaillage, le Gouvernement a ordonné l'arrêt de cette activité. En effet, du fait des crises sociopolitiques, l'activité d'orpaillage s'est accrue de façon illégale dans pratiquement toutes les régions du pays. Ainsi, une stratégie triennale visant à assurer la maîtrise et le contrôle des conséquences de l'orpaillage a été adoptée. Les axes de cette stratégie sont (i) la connaissance du milieu de l'orpaillage, (ii) le renforcement des capacités des acteurs et la réduction des risques liés à l'utilisation des produits chimiques, (iii) l'organisation et la valorisation de l'orpaillage, et (iv) le développement d'activités connexes de réinsertion sociale des orpailleurs. A travers la mise en œuvre de ces différents axes, le Gouvernement privilégie une activité d'orpaillage saine qui profite aux populations.

✓ *Energies commerciales*

La branche « électricité, gaz et eau » augmente de 5,5% en 2014, tirée par la « production et distribution d'électricité » (+8,3%) tandis que le « captage, traitement et distribution d'eau » (-1,4%) se contracte.

A fin décembre 2014, la production nette d'électricité se situe à 8 164,7 Gwh, en accroissement de 8,5% par rapport à son niveau de 2013. Cette bonne performance est attribuable à la fois à l'énergie de source thermique et à l'énergie de source hydraulique augmentant respectivement de 5,6% et 19,3%. La hausse de l'énergie thermique s'explique par le bon fonctionnement des différentes centrales thermiques notamment, AGGREKO (+46,3%) et CIPREL (+34,2%). Toutefois, AZITO ENERGIE (-38,9%) enregistre une baisse de son activité impactée par la panne survenue sur un de ses groupes. Quant à l'énergie de source hydraulique, sa production a rebondi à partir d'octobre 2014 en relation avec la bonne pluviosité qui a été favorable à l'utilisation de l'eau disponible dans les barrages hydroélectriques.

Du côté de la demande, la bonne tenue de la production nationale a induit une augmentation de la consommation

intérieure d'électricité. Elle atteint 5 568,6 Gwh, en progression de 10,4% sous l'effet à la fois de la basse tension (+8,2%) ainsi que de la moyenne et haute tension (+12,8%). Cette amélioration de la consommation nationale d'électricité confirme le dynamisme des activités industrielles et l'orientation à la hausse des besoins des ménages en électricité.

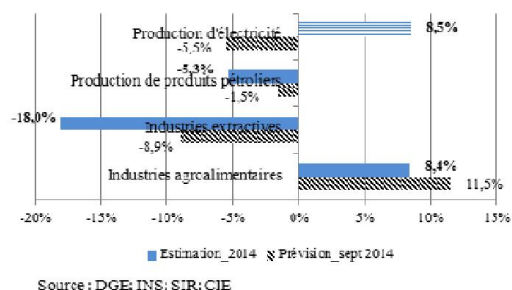
Quant aux exportations, elles ressortent également en hausse de 9,5% pour s'afficher à 897,0 Gwh. Cette évolution favorable intervient à partir du mois de septembre 2014, en relation avec l'augmentation de la production d'électricité et la renégociation des tarifs à l'exportation plus avantageux pour l'équilibre financier du secteur électricité.

Au total, les ventes d'électricité sont ressorties à 6 465,6 Gwh pour une offre globale de 8 178,7 Gwh, soit un taux de perte de 20,9%.

✓ *Bonne progression du BTP*

L'indicateur avancé du BTP, à fin décembre 2014 qui inclut la nouvelle cimenterie (CIMAF), croît de 18,2% grâce au dynamisme enregistré au niveau des productions de ciment (+14,2%), de « gravier de granite, gravillons et sable de lagune » (+26,7%), de bitume (+12,9%), de béton (+46,1%) ainsi que de « câbles et fils électriques » (+19,6%). Pour tenir compte de l'utilisation réelle du ciment dans la production de BTP, l'indice avancé est corrigé en substituant les ventes locales de ciment à la production de ciment. L'indice corrigé issu de cet exercice croît de 15,5%.

Graphique 8 : Réalisations à date et prévisions annuelles 2014 dans le secondaire



Dans l'ensemble, la valeur ajoutée du secteur secondaire croît de 3,7% en 2014, en deçà de l'objectif de 6,1%. Cette sous réalisation de l'objectif annuelle

s'explique par une croissance moindre enregistrée au niveau des industries agroalimentaires (+8,6% contre +11,5% prévu), des autres industries manufacturières (+6,2% contre +12,8%) et du BTP (+15,5% contre 20,0%). Par ailleurs, les valeurs ajoutées des branches énergie (-8,0% contre -5,5%) et produits pétroliers (-2,8% contre -1,5%) se sont contractées plus fortement que prévu tandis que le repli des industries extractives (-3,3% contre -8,9% prévu) est moindre que l'objectif. La branche énergie a subi la hausse des coûts de production, en relation avec une plus grande utilisation de HVO, combustible plus cher que le gaz naturel, pour répondre aux besoins croissant en électricité de l'économie ivoirienne.

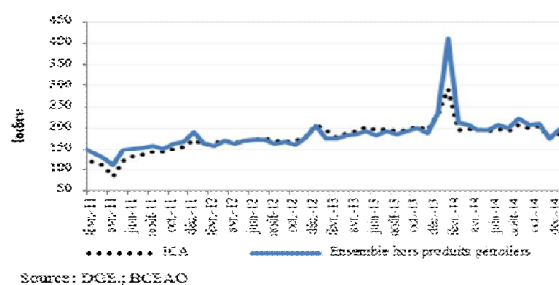
II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre une bonne tenue du chiffre d'affaires du commerce de détail ainsi qu'un accroissement des trafics aérien et routier. Par contre, le trafic global du transport maritime se tasse et les activités du transport ferroviaire baissent.

✓ Commerce de détail en hausse

Au terme des douze mois de 2014, l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce de détail, progresse de 3,9% en termes nominaux par rapport à l'année 2013. Cette performance est attribuable à l'ensemble de ses composantes hormis les « produits pétroliers » (-6,3%) et les « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (-1,8%) qui se contractent. Hors produits pétroliers, l'indice augmente de 15,0%.

Graphique 9 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Source : DCE, BCEAO

L'embellie du chiffre d'affaires est le résultat des mesures prises par le Gouvernement en vue de l'amélioration du climat des affaires et des revenus des ménages.

De façon détaillée, les évolutions des différentes branches se présentent comme suit :

Les ventes des produits alimentaires croissent de 13,0%. Elles bénéficient des ventes des « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (+14,0%) en relation notamment avec la mesure d'interdiction de la viande de brousse pour cause d'Ebola. Les « autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs » (+4,8%) contribuent également à cette évolution favorable.

Le chiffre d'affaires des « équipements de la personne » augmente de 24,1%, en lien avec la bonne tenue de ses deux sous-branches que sont les « textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » (+24,1%) et les « montres, horloges, bijoux et pierre précieuses » (+22,3%). Ce résultat traduit l'intérêt des populations porté à la mode.

Le chiffre d'affaires des « produits divers » progresse de 37,0%, soutenu principalement par la sous branche « autres appareils électriques et électroniques non ménagers » (+787,7%) en relation avec l'intérêt des populations pour les nouvelles technologies.

Du côté des « produits de l'équipement du logement », les ventes ressortent en hausse de 11,2% grâce à la bonne tenue de ses deux sous branches « matériaux de construction, quincaillerie » (+13,2%) et « ameublement, équipements et produits ménagers » (3,4%) qui augmentent respectivement. Dans l'ensemble, cette branche bénéficie d'importants investissements dans le BTP avec la mise en œuvre progressive du programme présidentiel de construction de 60 000 logements, la réalisation d'infrastructures publiques et les diverses offres promotionnelles.

L'accroissement du chiffre d'affaires de la branche « automobiles, motos et pièces détachées » de 15,3% est attribuable d'une part, aux facilitations offertes par les concessionnaires pour les acquisitions de véhicules neufs et d'autre part, à l'exécution d'importantes commandes pour la poursuite du rééquipement des services de l'administration publique. Ainsi, les ventes de « véhicules neufs », de « motos neufs » ainsi que de « pièces et accessoires de motos neufs » progressent respectivement de 14,3%, 33,3% et 17,6%.

En dépit de son évolution globalement favorable, le commerce de détail est affecté par la contraction du chiffre d'affaires des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » de 1,8%. Cette baisse est imputable à la sous branche «

produits pharmaceutiques et médicaux » (-2,2%), malgré la hausse des ventes des produits de la sous branche « parfumerie et produits de beauté » (+14,5%).

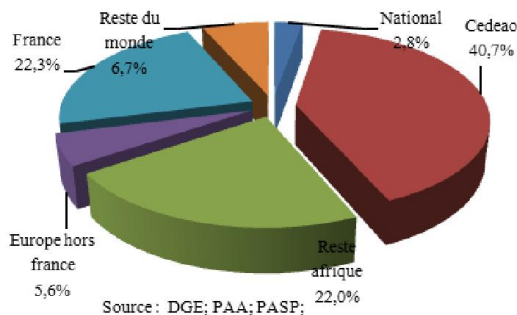
Le chiffre d'affaire des ventes de « produits pétroliers » baissent de 6,3%, en lien avec la baisse des prix des produits pétroliers résultant de la baisse des cours internationaux du pétrole brut.

✓ **Transports**

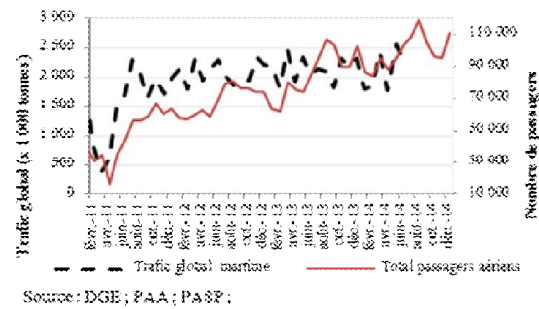
Le secteur du transport affiche un dynamisme des trafics aérien et terrestre en relation avec la bonne orientation de l'activité économique. Quant au transport maritime, il enregistre une baisse du trafic global de marchandises affecté par la contraction du transbordement au port d'Abidjan.

Le **trafic aérien** bénéficie de la reprise des activités économiques impulsées par la stabilité politique. Ainsi, le cumul du nombre de voyageurs commerciaux est en hausse de 15,4% pour se situer à 1 191 174 passagers. De même, le fret augmente de 19,9% en lien principalement avec la hausse du fret commercial (+18,6%) convoyé par les compagnies régulières transportant les passagers. Cette amélioration globale du trafic aérien est portée par le rebond des activités des compagnies « Air Côte d'Ivoire » (+139 556 passagers), « CORSAIR » (+20 237 passagers) et « ROYAL AIR MAROC » (+18 894 passagers). Les destinations ayant connu les plus fortes hausses sont les pays d'Afrique hors CEDEAO (+26,3%), les pays CEDEAO (+15,6%) et la France (+8,2%).

Graphique 10 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination



Graphique 11 : Transport maritime et aérien (2011-2013)



Le trafic intérieur a fortement augmenté de 88,0%. Son volume a pratiquement triplé dans le seul mois de décembre en relation avec la reprise des vols domestiques de « Air Côte d'Ivoire » sur les villes de Bouaké, Korhogo, Man, Odienné, San Pedro et Yamoussoukro depuis la deuxième quinzaine de novembre 2014. Pour rappel, l'Etat a acquis deux avions bombardiers Q400 Nextgen le 27 septembre 2014 pour la desserte des principales villes de la Côte d'Ivoire.

Quant à la structure du trafic aérien, elle reste dominée par les destinations CEDEAO (37,0%) et France (23,4%).

En somme, le transport aéroportuaire devrait poursuivre sa tendance haussière en 2015 avec une prévision de croissance de 11,5%. L'aéroport d'Abidjan a déjà bénéficié de la rénovation des équipements permettant d'accueillir un Airbus A380. Ainsi, l'aménagement de la zone aéroportuaire d'Abidjan et le lancement d'une procédure d'appel d'offre pour la création d'un aéroport international à San Pedro d'ici 2015 devront contribuer à l'évolution du trafic aérien. En outre, le projet de certification TSA de l'aéroport d'Abidjan a franchi 60% des normes internationales, atteignant un taux de sûreté de 78% et 64% pour la sécurité.

S'agissant du transport terrestre, il affiche un dynamisme et augmenterait de 4,6%, au même rythme que l'indicateur avancé qu'est la consommation de gasoil. Ce secteur devrait poursuivre son évolution favorable en relation avec tous les projets d'infrastructures routières qui sont rentrés dans leur phase active pour certains, ou ont atteint des résultats probants pour d'autres au cours de ces dernières années.

La **branche maritime** enregistre en 2014, une baisse du trafic global de marchandises de 1,0% résultant de la hausse du trafic Côte d'Ivoire (+4,3%), du tassement du transit (+0,6%) et de la contraction du transbordement

(-17,6%). Le trafic national bénéficie de la progression des importations (+5,5%) et des exportations (+2,4%).

Les deux ports que possède la Côte d'Ivoire enregistrent une évolution contrastée. En effet, l'activité au port d'Abidjan accuse une baisse de 3,1% tandis que celle du port de San Pedro augmente de 9,5%.

Au niveau du *port d'Abidjan*, le trafic global de marchandises reflue sous l'effet du transbordement (-40,6%) tandis que le trafic national croît (+3,2%), en relation avec le dynamisme de l'activité économique et que le transit (+0,6%) ressort en légère hausse. Hors transbordement, le trafic de marchandises augmente de 3,0%, tiré principalement par les importations (+9,1%) alors que les exportations (+1,0%) croissent modérément.

Le trafic national du port d'Abidjan enregistre une hausse du trafic de marchandises générales (+11,1%). Cette réalisation est amoindrie par la contraction des échanges de produits pétroliers aussi bien à l'export (-11,6%) qu'à l'import (-7,1%). Les échanges de produits pétroliers subissent la baisse de l'extraction pétrolière (-24,5%) et le repli des importations de pétrole brut (-7,6%) par la Société Ivoirienne de Raffinage.

Les activités de transit augmentent, tirées principalement par le Burkina Faso (+17,4%). Leur évolution traduit la bonne coopération portuaire entre la Côte d'Ivoire et les pays de l'hinterland à la suite des actions commerciales menées par les responsables des deux ports.

Dans l'ensemble, les exportations hors transbordement du PAA sont tirées par le cacao fèves (+21,2%), le caoutchouc brut et latex (+22,4%), la noix de cajou (+25,5%), les minerais de manganèse (+21,6%). Quant aux importations, elles ont bénéficié de la hausse des achats de clinker (+25,3%) en lien avec la production de ciment pour la satisfaction des besoins de BTP, de « riz en vrac et conditionné » (+3,9%) pour des raisons de spéculations au vu de la baisse des cours internationaux, de froment (+1,7%) et des « engrais et matières premières » (+42,7%).

Concernant le *Port de San Pedro*, la hausse de 9,5% du trafic de marchandises est en lien à la fois avec le trafic Côte d'Ivoire (+17,4%) et le transbordement (+5,8%). S'agissant du trafic Côte d'Ivoire, les exportations croissent de 9,0%, sous l'effet de la bonne tenue des produits agricoles notamment le cacao fèves (+5,1%), le

café (+47,9%), le caoutchouc (+10,3%), l'anacarde (+33,1%) et le coton (+177,0%). Les importations augmentent quant à elles de 10,3% portées par les engrais (+112,2%), les produits alimentaires (+54,2%) et les produits cimentiers (+28,1%). La hausse des engrais est attribuable aux besoins grandissants des agriculteurs de plus en plus orientés vers l'utilisation des intrants pour l'amélioration de la production, pendant que les produits alimentaires bénéficient de l'amélioration des revenus des populations. Quant aux produits cimentiers, ils profitent du dynamisme du BTP.

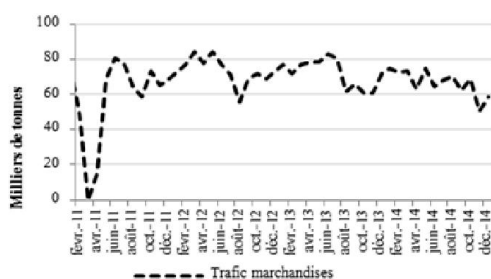
Les activités du transport maritime ivoirien connaissent des difficultés depuis un certain moment. En effet, le Port Autonome d'Abidjan (PAA) et le Port Autonome de San Pedro (PASP) sont confrontés à l'étroitesse et à la faible profondeur des canaux d'accès et des quais qui ne permettent pas d'accueillir les gros navires. Cette situation affecte le transbordement qui est de plus en plus réalisé par de gros navires. Par ailleurs, les infrastructures portuaires de base connaissent une dégradation avancée. Cet état a été aggravé par la crise post-électorale de 2011 en raison des nombreux dégâts matériels enregistrés, tels que le pillage de bureaux, les vols de matériel de locomotion et de guidage. Cependant, les autorités portuaires sont en discussion pour engager des travaux d'envergure en vue de pallier toutes ces insuffisances. Ainsi, au niveau du PAA, un projet d'extension du canal de Vridi est en cours pour améliorer la capacité opérationnelle du port et lui permettre de recevoir de plus gros navires à containers et sera financé à hauteur de 15% par le PAA, le reste étant mobilisé auprès du secteur privé international. Aussi, le PAA a pour objectif d'être un hub de transbordement pour les pays de l'hinterland comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Concernant le PASP, un projet d'installation d'un terminal minéralier pour le transport du minerai en provenance de Guinée et du pétrole des réserves offshore au large des côtes ivoiriennes, est à l'étude.

Dans la **branche ferroviaire**, l'activité est confrontée à des difficultés en relation avec l'insuffisance et la vétusté des infrastructures et du matériel d'exploitation qui entraînent un ralentissement de l'activité ferroviaire. Ainsi, le volume de marchandises transportées est en retrait de 7,3 % et se situe à 804 192,5 tonnes à fin décembre 2014. Cette contreperformance s'explique

également par la contraction du trafic vers le Burkina Faso (-11,2%).

De même, le volume du trafic de personnes se contracte de 21,7%. Le secteur souffre de la concurrence du transport routier de marchandises et de la faible disponibilité des wagons. Par ailleurs, les deux derniers mois de l'année, marqués par la crise sociopolitique au Burkina Faso, ont accentué le ralentissement des activités avec la déprogrammation des départs de trains pendant la période de fermeture des frontières entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, la limitation des circulations de trains pendant la période d'instauration du couvre-feu au Burkina Faso ainsi que le pillage des installations de certains clients.

Graphique 12 : Transport ferroviaire (2011-2014)



Source : DGE ;

Cependant, le Gouvernement a préparé un business plan afin de développer un nouveau service de haute qualité garantissant la sécurité des passagers et ayant pour objectif le développement du trafic de passagers. En conséquence, les rails ont été réhabilités et les gares de Bobo Dioulasso (Burkina Faso) et Treichville (Abidjan) ont été rénovées. De plus, des travaux d'extension de la gare de fret sont en cours. Le Gouvernement entend également poursuivre la réhabilitation de la ligne Abidjan-Kaya pour faciliter le transit de minerai en provenance du Burkina Faso vers le port d'Abidjan. L'extension de cette ligne de chemin de fer vers le Niger est à l'étude. Un projet conclu avec des partenaires devrait permettre de rénover les installations et les équipements et relancer durablement ce mode de transport.

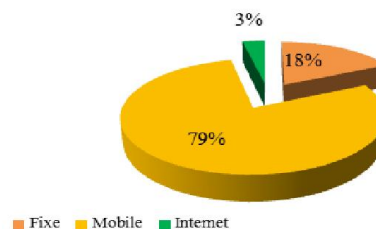
Dans l'ensemble, le secteur des transports croît en 2014 de 9,4%, en rythme plus accéléré que celui de 2013 (+6,9%).

✓ Télécommunications

Le secteur des télécommunications continue de se développer avec une croissance de la valeur ajoutée

estimée à 3,5% en 2014, après +7,8% en 2013. Cette orientation favorable est soutenue par la téléphonie mobile qui totalise 79% du chiffre d'affaires du secteur avec un niveau d'investissements de 105 milliards en 2014.

Graphique 13 : Répartition du chiffre d'affaires du secteur des télécommunications en 2014



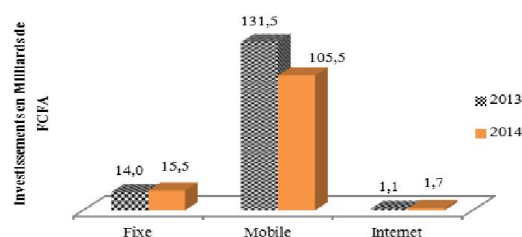
Source : ARTCI ; DGE

La téléphonie mobile affiche en 2014, un chiffre d'affaires en progression de 5,2% par rapport à 2013. Cette embellie résulte de la hausse du nombre d'abonnés de 14,0% pour atteindre 22,1 millions. En revanche, les investissements réalisés dans le secteur se contractent de 19,8%, en lien avec le recul des investissements de la plupart des opérateurs à l'exception de MTN (+23,9%) par rapport à décembre 2013.

A l'inverse, la téléphonie fixe enregistre en 2014, un léger retrait de 0,3% de son chiffre d'affaires, malgré un niveau d'investissements en hausse de 10,7%.

L'internet poursuit sa pénétration du marché ivoirien avec un chiffre d'affaires en accroissement de 13,9% en 2014. Des investissements sont réalisés afin d'améliorer l'offre d'internet par l'extension des zones d'accessibilité et la qualité du débit. En 2014, les investissements réalisés se sont accrus de 58,0% en glissement annuel mais leur niveau reste encore faible (1,7 milliard en 2014 contre 105,5 milliards pour la téléphonie mobile).

Graphique 14 : Evolution des investissements du secteur des télécommunications



Source : ARTCI ; DGE

Au terme de l'année 2014, la **valeur ajoutée du secteur tertiaire** enregistre une progression estimée à 10,2 et portée à la fois par le commerce (+11,1%), les transports (+9,4%), la télécommunication (+3,5%) et les autres services (+12,6%).

II.1.d. Prix à la consommation

✓ Inflation contenue

L'inflation est restée contenue au cours de l'année 2014. L'indice harmonisé des prix à la consommation a enregistré une faible progression de 0,4% en moyenne, comparé à la moyenne de 2013.

Ce niveau modéré de l'inflation résulte à la fois de la contraction des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (-2,1%) et du renchérissement des produits non alimentaires (+1,4%).

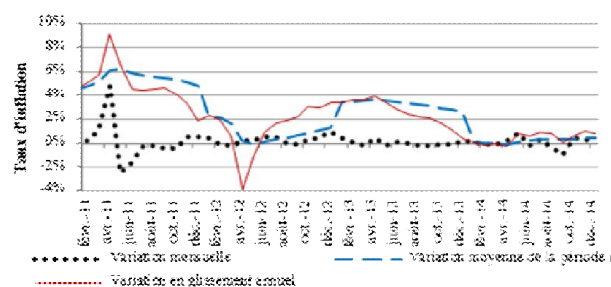
La baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisés » provient de l'ensemble de ses sous composantes à l'exception des poissons (+1,1%) et des produits laitiers (+2,1%). Ainsi, les légumes frais (-9,5%), les tubercules et plantains (-6,4%) et les huiles et graisses (-4,7%) voient leurs prix replier, en relation avec un meilleur approvisionnement des marchés et la supervision des prix des produits initiée par le Gouvernement.

S'agissant des produits non alimentaires, la hausse des prix est imputable à l'ensemble des composantes hormis le transport qui voient son prix reculé de 0,4% en lien avec le reflux des prix des produits pétroliers. En moyenne en 2014, les prix des « articles d'habillement et de chaussures » ont augmenté de 3,4% par rapport à 2013. Il en est de même pour les « loisirs et culture » (+2,8%), les « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,6%), le « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,6%), ainsi que les « Restaurants et Hôtels » (+1,3%).

De façon spécifique, les principaux sous-secteurs d'activités dont les prix ont augmenté en moyenne en 2014 par rapport à 2013 sont l'« enseignement post secondaire non supérieur et enseignement non défini par niveau » (+6,1%), les « verreries, vaisselles et ustensiles de ménage » (+5,5%), « l'entretien et les réparations de logement » (+5,2%), les « journaux, livres et articles de papeterie » (+4,3%), les « appareils ménagers » (+4,2%), les « articles d'habillement » (+3,5%), les « chaussures »

(+3,4%) et les « matériels audiovisuel, photographique et de traitement de l'image et du son » (+3,3%).

Graphique 15 : Taux d'inflation (2011-2014)



Source : DGE / INE

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation croît de 0,9% à fin décembre 2014.

II.1.e. Emploi moderne

Le marché du travail en Côte d'Ivoire connaît une orientation favorable. Ainsi, dans le secteur formel, l'offre d'emploi nette a poursuivi sa progression en lien avec la nette amélioration de l'environnement des affaires. L'effectif de salariés a atteint 803 769, en hausse de 6,2% (+47 172 emplois nets) comparé à la situation à fin décembre 2013. Le secteur privé représente 77,5% (622 680 emplois) de l'effectif des travailleurs.

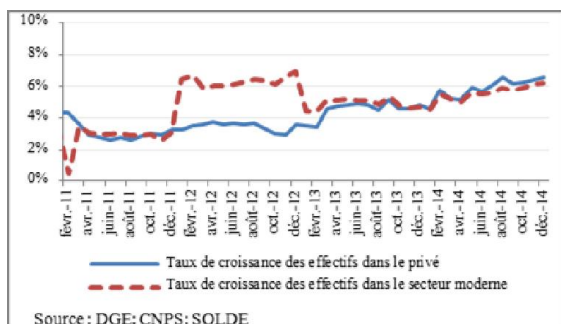
Le dynamisme du marché de l'emploi est porté à la fois par le secteur privé (+6,6% ; +38 675 emplois nets) et le secteur public (+4,9% ; +8 497 emplois nets).

L'évolution de l'emploi dans le secteur privé confirme son rôle prépondérant sur le marché du travail et indique, par ailleurs, la bonne santé de l'économie ivoirienne. Les branches d'activité ayant enregistré le plus de création nette d'emplois sont dans l'ordre, le commerce, l'industrie manufacturière, l'agriculture et le BTP.

En vue d'assurer la promotion de l'emploi, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) avec l'adoption et le début de l'exécution de la stratégie nationale de relance de l'emploi. Le plan d'actions opérationnel 2014-2015 adopté dans ce cadre concerne le renforcement et la consolidation des différents programmes existants notamment le PEJEDEC (Programme Jeune pour le Développement des Compétences), le PSR (Programme Spécial de Requalification) et le programme C2D emploi. En vue de réaliser des évaluations régulières des avancées, des activités de suivi, de formation et de placement de

l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi (AGEPE) font l'objet de rapports d'activités périodiques.

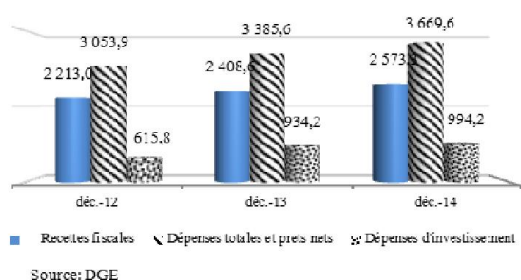
Graphique 16 : Evolution des effectifs dans le secteur moderne (2011-2014)



II.2. FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques est caractérisée en 2014 par une bonne tenue des recettes totales et dons (+8,4% ; +253,9 milliards et 1,5% du PIB) par rapport à 2013, en lien avec la politique d'optimisation du potentiel de recouvrement des recettes fiscales entreprise par le Gouvernement et une utilisation des ressources orientée principalement vers l'amélioration du cadre de vie des populations en vue du renforcement des bases économiques et sociales de la croissance économique. Le financement du budget a bénéficié de la confiance des opérateurs économiques nationaux, régionaux, des partenaires internationaux traditionnels et pour la première fois, du marché financier international. En effet en 2014, la Côte d'Ivoire a mobilisé 750 millions de dollar américain à des conditions avantageuses sur le marché international.

Graphique 17 : Indicateurs des finances publiques à fin décembre 2013 et 2014 (en milliards de FCFA)



✓ Des recouvrements en 2014 meilleurs qu'en 2013

En 2014, les recettes totales hors dons sont ressorties à 2 989,4 milliards de FCFA (17,7% du PIB). Elles sont en hausse de 5,3% (+151,4 milliards) par rapport à 2013. Cette amélioration résulte d'une hausse des recettes fiscales de 6,8% (+164,7 milliards), et d'un recul des recettes non fiscales de 3,1% (-13,3 milliards). Les dons sont également en hausse de 50,9% (+102,5 milliards), en lien avec la confiance des partenaires extérieurs.

Toutefois, comparées aux objectifs du programme économique et financier, les recettes totales hors dons enregistrent une moins-value de 75,2 milliards (-2,5%), résultant des réalisations moindres au niveau des recettes fiscales de 2,7% (-72,7 milliards de FCFA) et des recettes non fiscales de 0,6% (-2,5 milliards de FCFA). Les dons, mobilisés à hauteur de 304 milliards de FCFA (1,8% du PIB), sont également en retrait de 6,6% (-21,4 milliards).

Les recettes fiscales représentent 15,2% du PIB contre un objectif de 15,5% du PIB en 2014 et une réalisation de 15,6% en 2013. Cette réalisation s'explique principalement par les manques à gagner enregistrés sur :

- les impôts sur les bénéfices (-15,2 milliards FCFA),
- les impôts sur les revenus et salaires (-16 milliards FCFA),
- les impôts sur revenus des capitaux mobiliers (-14,9 milliards FCFA),
- la TVA (-15,3 milliards FCFA),
- et les taxes à l'exportation (-42,2 milliards FCFA).

Toutefois, une plus-value de 28,5 milliards FCFA a été enregistrée sur les droits et taxes à l'importation, en lien avec la progression de la demande (+4,7% hors biens exceptionnels) adressée au reste du monde.

Les impôts sur les bénéfices subissent principalement la moins-value enregistrée au niveau de la composante *BIC pétrole et gaz* (-10,4 milliards) imputable à la contraction de la production de pétrole brut qui a induit le non recouvrement d'un montant de 18,8 milliards de ressources pétrolières attendues. Ils pâtissent dans une moindre mesure de la contreperformance sur *BIC hors pétrole* (-2,3 milliards) expliquée par la baisse du chiffre d'affaires des producteurs de caoutchouc et d'huile de palme ainsi que par les investissements réalisés en 2013

dans certains secteurs d'activités notamment les banques, les établissements financiers et les entreprises du BTP.

Le gap enregistré au niveau *des impôts sur les revenus et salaires* est lié à un rythme d'évolution du marché de l'emploi dans le secteur formel inférieur aux prévisions. En effet, l'hypothèse de projection était basée sur une croissance de 10% alors que les réalisations à fin 2014 sont estimées à 5,5%. En outre, une fraction des impôts sur revenu et salaires dus par les structures publiques et parapubliques n'a pu être recouvrée en raison des difficultés de trésorerie évoquées par ces dernières.

La contreperformance observée au niveau des impôts sur revenus des capitaux mobiliers par rapport aux objectifs s'explique en partie par la baisse des distributions de dividendes en 2014 par rapport à 2013 et surtout par l'amélioration progressive du climat des affaires. En effet depuis 2012, les réformes engagées dans le cadre du « Doing Business » incitent les sociétés à réinvestir les bénéfices réalisés en vue d'accroître leurs capacités de production en restaurant les outils de production détruits pour certains lors de la crise postélectorale ou en acquérant de nouvelles capacités.

Les encaissements de TVA ont été moindre que prévu du fait des exonérations dont bénéficient les grands travaux d'investissements publics et qui génèrent des crédits de TVA pour les fournisseurs des entreprises qui exécutent ces travaux.

Les droits et taxes à l'exportation enregistrent une moins-value imputable à la baisse, aussi bien des volumes exportés par rapport aux prévisions d'exportation de cacao fève (-156,9 milles tonnes), que des prix qui ressortent à 1 239,5 F/Kg en moyenne contre une prévision de 1 487,2 F/Kg.

Au niveau des droits d'enregistrement café cacao, une plus-value de 8,6 milliards a été obtenue. Cette bonne tenue s'explique par la hausse des droits d'enregistrements sur le cacao de 1,28% à 3,0% pour la campagne 2014-2015 qui a débuté en octobre 2014.

Les droits et taxes à l'importation enregistrent une plus-value de 28,5 milliards FCFA. Cette évolution s'explique par les recouvrements satisfaisants résultant de (i) l'intensification de la lutte contre la fraude, (ii) l'amélioration des prix des marchandises mises à la consommation en droit commun, (iii) la pleine application du mécanisme de fixation automatique des prix des produits pétroliers qui a permis à l'Etat de collecter la totalité des recettes dues et aux populations de bénéficier de la baisse des cours internationaux.

Tableau 7 : Performance dans le recouvrement des recettes fiscales à fin décembre 2014 (valeur en milliards de FCFA)

Intitulés	Réal 2014	Réal 2014 en % PIB	Objectifs 2014	Ecart par rapport à l'objectif	
				nominal	en %
BIC hors pétrole et gaz	226,6	1,3%	228,9	-2,3	-1,02%
BIC pétrole et gaz	92,4	0,5%	102,8	-10,4	-11,26%
Impôt sur revenu et salaire	323,5	1,9%	339,5	-16	-4,95%
Impôt sur revenu des capitaux mobiliers	61,6	0,4%	76,5	-14,9	-24,19%
Encaissement de TVA	255,5	1,5%	270,8	-15,3	-5,99%
Droits d'enregistrement café/cacao	38	0,2%	29,4	8,6	22,63%
Droits et taxes à l'importation	840,3	5,0%	811,8	28,5	3,39%
Droits et taxes à l'exportation	325,2	1,9%	367,4	-42,2	-12,98%
Recettes fiscales totales	2573,2	15,2%	2 645,90	-72,70	-2,83%

Source : DGE ; DGI ; DGD

Les recettes non fiscales sont évaluées à **416,1 milliards (2,5% du PIB)** contre un objectif de **418,6 milliards**, soit **une moins-value de 2,5 milliards**. Ce gap s'explique principalement par les dividendes non perçus (-12,8 milliards FCFA).

Les dons ressortent à 304 milliards (1,8% du PIB) et comprennent 137 milliards de dons-projets et 167 milliards de dons-programmes, dont 147,6 milliards au titre du C2D².

✓ Rationalisation des dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts nets sont évalués à **3 669,6 milliards (21,7% du PIB)** au terme de l'année 2014 contre **3 784,9 milliards** programmés (22,2% du PIB), soit une économie de **115,3 milliards (-0,7% du PIB)**. Cette sous-consommation résulte des dépenses d'investissement (-101,2 milliards FCFA ; -0,6% du PIB) et des dépenses liées à la non restructuration des banques publiques (-25 milliards FCFA ; -0,1% du PIB).

² Contrat de Désengagement et de Désendettement

Tableau 8 : Situation des dépenses en 2013 et 2014

en milliards de FCFA	Déc. 2013	TOFE Décembre 2014	Déc. Prog. 2014 REVISE 2	Déc.2014/Prog.2014		Déc.2014/Déc 2013	
				Niv.	%	Niv.	%
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS	3385,6	3 669,6	3 784,9	-115,3	-3,0%	283,9	8,4%
% PIB	21,9%	21,7%	22,2%				
DEPENSES PRIMAIRES (hors intérêts & déch tox y/c Prêts nets)	3165,9	3 456,0	3 574,6	-118,6	-3,3%	290,1	9,2%
(en % du PIB)	20,5%	20,4%	21,0%				
Dép. courantes	2140,4	2 369,5	2 373,5	-4,0	-0,2%	229,1	10,7%
Personnel	038,9	1 183,3	1 175,7	7,6	0,6%	144,4	13,9%
(en % du PIB)	6,7%	7,0%	6,9%				
Subv.& transf.	324,98	304,1	312,5	-8,4	-2,7%	-20,9	-6,4%
(en % du PIB)	2,1%	1,8%	1,8%				
Dép. de fonct.	517,9	617,4	619,9	-2,6	-0,4%	99,5	19,2%
(en % du PIB)	0,0	3,6%	3,6%				
Dép. d'inv.	934,21	994,21	1095,40	-101,19	-9,2%	60,00	6,4%
(en % du PIB)	6,0%	5,9%	6,4%				
Financées sur Trésor	618,03	608,07	660,54	-52,47	-7,9%	-9,96	-1,6%
(en % du PIB)	4,0%	3,6%					
Financées sur prêts et dons projets	316,18	386,14	428,40	-42,26	-9,9%	69,96	22,1%
(en % du PIB)	2,0%	2,3%					
Dépenses liées à la crise et aux élections	75,4	62,2	47,50	14,7	31,0%	-13,1	17,4%
(en % du PIB)	0,5%	0,4%	0,3%				

Source : DGE ; DGI ; DGD

Les charges de personnel se sont établies à **1 183,3 milliards (7% du PIB)** pour une prévision de **1 175,7 milliards**. Le dépassement de **7,6 milliards** s'explique principalement par la prise en compte des revendications exprimées par les militaires au cours du dernier trimestre 2014 ainsi que par la bonification de 2,5% de leur indemnité de risque dans le cadre de l'amélioration des salaires, en application de la stratégie de maîtrise de la masse salariale.

Les dépenses de fonctionnement sont ressorties à **617,4 milliards (3,6% du PIB)** contre **619,9 milliards** prévus, en liaison avec l'efficacité de la régulation budgétaire.

Les dépenses d'investissement, prévues à **1 095,4 milliards (6,4% du PIB)** dans le programme ont été exécutées à **994,2 milliards (5,9% du PIB)**, soit un taux de réalisation de **90,8%**. Ce niveau d'exécution est financé à **60,1%** sur les ressources intérieures et le reliquat par des concours extérieurs.

Au titre du financement intérieur, les dépenses exécutées s'élèvent à **608,1 milliards (3,6% du PIB)** et concernent notamment (i) les projets financés dans le cadre du Contrat de Désendettement et Développement (C2D) qui ont été exécutés à hauteur de 128,1 milliards contre 149,1 milliards prévus ; (ii) la réhabilitation des bureaux économiques, chancellerie et consulat de Paris (1,4 milliard exécuté contre 5,1 milliards prévus) ; (iii) la construction de prisons de haute sécurité (0,2 milliard contre 2,5 milliards prévus) ; construction de l'Université de Man (2 milliards contre 5,2 milliards prévus).

Il en résulte un déficit budgétaire de **376,2 milliards de FCFA (-2,2% du PIB)** et un solde primaire de base déficitaire de **80,4 milliards de FCFA (-0,5% du PIB)** contre des déficits attendus respectivement de -2,3% du PIB et -0,5% du PIB.

✓ Financement du déficit budgétaire et dette

Le recours aux marchés sous régional et international a contribué en partie au financement du déficit budgétaire. Les titres émis sur ces marchés se chiffrent à **1 458,6 milliards de FCFA** contre **1 335,0 milliards de FCFA** prévus. Ils comprennent **324,5 milliards de FCFA** d'emprunts obligataires, **184,2 milliards de FCFA** de bons du Trésor, **592,9 milliards de FCFA** d'obligations du Trésor et **357 milliards de FCFA** de titres Eurobond mobilisés dans des conditions très favorables.

Le service de la dette publique exécuté ressort à 1 176,2 milliards contre 1 176,3 milliards prévus. Ce service comprend 838,6 milliards de dette intérieure (pour une prévision de 839,1 milliards) et 337,6 milliards de dette extérieure (pour 337,3 milliards prévus). Sur le service de 838,6 milliards, 814,14 milliards ont été payés cash et un montant de 24,5 milliards par restructuration (reconversion lors de l'émission TPCI de décembre 2014). En ce qui concerne la dette extérieure, elle ressort à 337,6 milliards, en ligne avec l'objectif de 337,3 milliards.

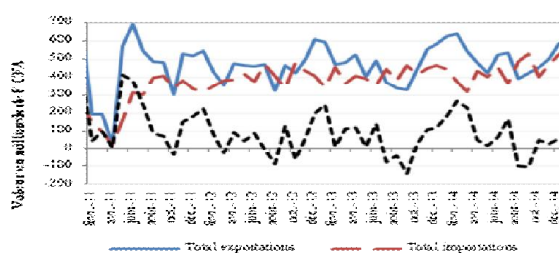
Le stock de la dette publique à fin 2014 (y compris C2D de 1 634,5 milliards), ressort à 8 104,4 milliards (47,6% du PIB) dont 3 331,7 milliards (19,7% du PIB) pour la dette intérieure et 4 772,7 milliards (28,2% du PIB) de dette extérieure.

II.3. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges extérieurs de marchandises (spéciaux et hors biens exceptionnels) à fin décembre 2014 se caractériseraient par un excédent commercial de 913,7 milliards (5,4% du PIB), en hausse de 271,4 milliards (1,6% du PIB) par rapport à celui de décembre 2013.

Cette amélioration du solde commercial s'explique par une augmentation en valeur des exportations (+547,3 milliards ; +9,8%) plus forte que celle des importations (+275,9 milliards ; +5,6%). Ces évolutions ont notamment été affectées par une hausse significative des prix à l'exportation (+5,2%) comparativement à l'importation (+1,7%), induisant une amélioration des termes de l'échange de 3,5%. Aussi, en volume, la dynamique des exportations (+4,3%) est plus soutenue que celle des importations (+3,8%).

Graphique 18 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur 2011-2014



Source : DCFE ; DGD

✓ Hausse des exportations tirées à la fois par les produits transformés et les produits primaires

A fin décembre 2014, l'augmentation en valeur des exportations (spéciaux et hors biens exceptionnels) est imputable à la fois aux produits transformés (+11,9%) et aux produits primaires (+8,0%). Cette hausse des produits primaires cache cependant le repli des produits miniers (-10,7%) notamment le pétrole brut (-31,9%).

Les produits transformés bénéficient de la bonne performance de l'activité industrielle et de la compétitivité des industries ivoiriennes dans la sous-région. L'amélioration des exportations des produits industriels est attribuable à la fois aux produits de première transformation (+22,0%), aux conserves et préparation alimentaires (+13,2%) et aux produits manufacturés (+5,2%).

S'agissant des produits de première transformation, leur tendance favorable est liée à l'huile de palme (+6,7%) et à l'augmentation de capacité de broyage du cacao (+28,4%).

Quant aux produits manufacturés, leur évolution positive provient des produits pétroliers (+2,7%).

La croissance des produits primaires s'explique par la progression du poste « agriculture vivrière, élevage, Pêche » (+11,5%) notamment le riz (+26,6%). Elle provient également de l'agriculture d'exportation (+14,4%) portée principalement par l'anacarde (+148,0%), le coton en masse (+18,9%) et le cacao fèves (+13,9%).

✓ Importations soutenues par les biens de consommation et les biens d'équipement

Les importations évoluent sous l'effet des biens de consommation (+14,7%) et des biens d'équipements (+7,3%) alors que les biens intermédiaires enregistrent un recul de 3,1%.

La hausse des biens de consommation découle des produits alimentaires notamment les poissons (+7,2%), en lien avec l'interdiction de la consommation de viande de brousse consécutive à la lutte contre la maladie à virus Ebola.

Quant à la hausse des biens d'équipements, elle provient essentiellement des machines mécaniques (+7,3%), en lien avec le besoin des unités de transformation dans l'économie dynamique de la Côte d'Ivoire.

En revanche, la chute des biens intermédiaires se justifie principalement par la baisse des importations de pétrole brut (-10,5%). Toutefois, il est observé une hausse de la demande de « fer, fonte, acier et ouvrages en aciers » (+29,1%) pour répondre aux besoins des chantiers en cours.

✓ Structure des échanges commerciaux de biens

Les exportations sont constituées de produits primaires (53,1%) et de produits transformés (46,9%).

Les produits primaires restent dominés par l'agriculture d'exportation (78,4%) dont les principales spéculations sont le cacao (46,2%), l'anacarde (12,0%) et le caoutchouc (9,3%). Ils comprennent par ailleurs les produits miniers (21,0%) dont l'or (10,7%) et le pétrole brut (9,9%). S'agissant des produits transformés, ils sont constitués essentiellement de produits manufacturés (53,8%), notamment de produits pétroliers (34,1%) et de produits de premières transformations (42,5%) tels que le cacao transformé (27,2%).

Tableau 9 : Structure des exportations 2013-2014

	2013	2014
Produits du primaire	54,0%	53,1%
Agriculture d'exportation	74,0%	78,4%
Produits miniers	25,4%	21,0%
Autres	0,6%	0,6%
Produits transformés	46,0%	46,9%
Tère Transformation	39,1%	42,5%
Manufacturiers	57,3%	53,8%
Autres	3,7%	3,7%

Source : DGE ; DGD

Les importations sont dominées par les biens de consommation (42,0%) et les biens intermédiaires (40,5%). Toutefois, le poids des biens d'équipements s'est accru en 2014 (17,5% contre 17,2% en 2012) du fait des investissements.

Tableau 10 : Structure des importations 2013-2014

	2013	2014
Biens de Consommation	38,7%	42,0%
dont: Produits alimentaires	47,1%	41,9%
dont: Riz	25,9%	23,5%
Biens intermédiaires	44,2%	40,5%
dont: Pétrole brut	66,1%	61,0%
Biens d'équipement	17,2%	17,5%
dont: Machines mécaniques	47,2%	47,2%
Machines électriques	22,8%	19,6%

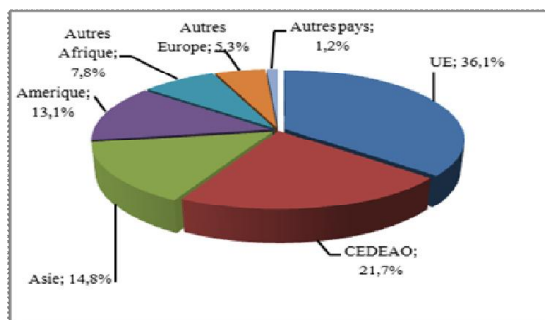
Source : DGE ; DGD

Les biens d'équipement sont dominés par les machines mécaniques (47,2%) et les machines électriques (22,8%).

✓ Répartition géographique des échanges

La répartition géographique des exportations à fin décembre 2014 indique que l'Union Européenne et la CEDEAO sont les premiers partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire. Ils totalisent 57,8% des échanges.

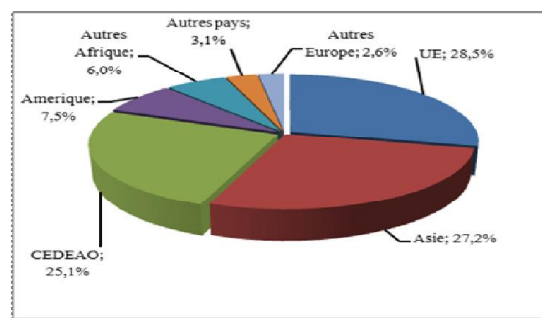
Graphique 19 : Répartition géographique des exportations à fin décembre 2014



Source : DGE ; DGD

En Europe, les Pays Bas (10,5%), la France (6,3%) et l'Allemagne (4,4%) sont les principales destinations des produits ivoiriens, pendant que le Nigéria (4,9%) occupe le premier rang au niveau de la CEDEAO avec ses achats de produits pétroliers. Sur le continent américain, les Etats-Unis (8,8%) se positionnent à la première place. En Asie, les principaux partenaires sont l'Inde (4,3%) et le Vietnam (3,4%). Les exportations de la Côte d'Ivoire vers la Chine restent encore faibles (1,2%).

Graphique 20 : Répartition géographique des importations à fin décembre 2014



Source : DGE ; DGD

Quant aux importations, elles proviennent essentiellement de la CEDEAO, de l'Union Européenne et de l'Asie. Le poids de la CEDEAO s'explique par les achats de pétrole brut en provenance du Nigéria (22,7%) pour l'alimentation de la SIR. Au niveau de l'Europe et de l'Asie, la France et la Chine se positionnent en tête avec respectivement 10,8% et 11,3% des importations.

II.4.SITUATION DES MARCHES MONETAIRE ET BOURSIER

II.4.a. Marché monétaire

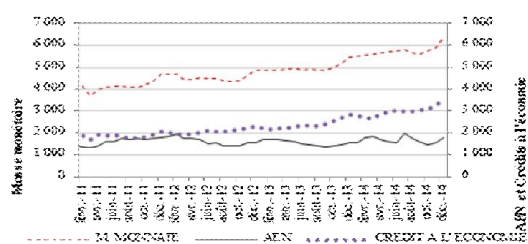
La situation monétaire en décembre 2014 est caractérisée par une augmentation de la masse monétaire (+16,1% ; +882,8 milliards) impulsée par la hausse du crédit intérieur net (+19,3% ; +799,3 milliards) et des avoirs extérieurs nets (+14,5% ; +226,2 milliards). Cette situation dénote d'une intense activité économique.

Le crédit net au Gouvernement augmente par rapport à 2013 ainsi que les crédits à l'économie. Les avoirs extérieurs continuent de bénéficier de la mobilisation des ressources de l'Eurobond.

L'augmentation des crédits à l'économie (+27,4% ; +741,1 milliards) est surtout due à la hausse des crédits ordinaires de court, moyen et long termes octroyés (+19,9% ; +526,2 milliards) aux entreprises et aux ménages. Par ailleurs, les crédits alloués aux campagnes agricoles sont également en hausse (+48,0% ; +89,4 milliards).

La masse monétaire s'est établie à 6 363,8 milliards à fin décembre 2014.

Graphique 21 : Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA) 2011-2014



Source: DGE: BCEAO

Sur l'année 2014, les nouvelles mises en place de crédits ont atteint 3 378,7 milliards, en hausse de 23,3% (+638,1 milliards) par rapport à 2013. Cette progression a plus profité au secteur privée à travers les entreprises individuelles (+173,9 milliards) et les « autres sociétés » (+438,7 milliards).

Tous les engagements ont été réalisés à un taux d'intérêt moyen de 6,4%, en baisse de 0,6 point de pourcentage. Par ailleurs, le montant cumulé des effets escomptés est de 639 milliards de FCFA, en hausse de 140,7 milliards par rapport à fin décembre 2013. Le taux moyen appliqué aux escomptes est de 8,7%, en baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à décembre 2013.

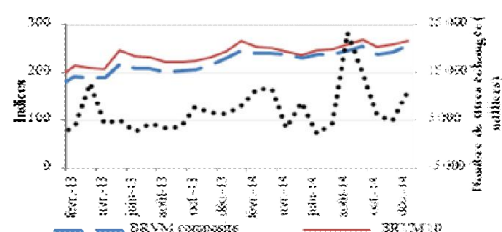
A fin décembre 2014, le montant des dépôts cumulés est ressorti à 1 581 milliards de FCFA, en hausse de 90 milliards par rapport à l'année dernière. Le taux d'intérêt moyen des dépôts est ressorti à 5,2%. La situation des nouveaux prêts, des effets escomptés et des dépôts montrent des signes d'accompagnement du secteur bancaire, à des taux de plus en plus bas.

II.4.b. Marché boursier

A fin décembre 2014, les indices boursiers moyens sont en hausse par rapport à 2013. En effet, l'indice BRVM composite et l'indice BRVM 10 affichent des hausses respectives de 11,2% et de 8,6% par rapport à l'année dernière.

Cette évolution est la même au niveau des indices sectoriels qui ressortent tous en augmentation.

Graphique 22 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA 2013-2014



Source: DGE: BRVM

A fin décembre 2014, la capitalisation boursière composite a enregistré une hausse (+11,2%). Cette hausse est le fait de l'effet combiné de la progression du marché des actions (+12,2%) et du marché des obligations (+6,2%). La capitalisation boursière du marché des actions s'est établie à 6319 milliards et celle du marché obligataire à 1139 milliards.

Sur l'année 2014, le volume des transactions a fortement augmenté (+75,6%) ainsi que la valeur des transactions mais dans une proportion moindre (37,9%). Le nombre de titres échangés est de 110 880 374 pour une valeur de 219,7 milliards de FCFA.

En conclusion, l'activité économique a été soutenue en 2014, en lien notamment avec le dynamisme du secteur privé et le regain de la demande faisant suite à la hausse des revenus. Le taux de croissance annuel du PIB réel est ressorti à 8,5%. Le dynamisme est porté principalement par les secteurs primaire et tertiaire dont les contributions à la croissance du PIB sont respectivement de 2,3% et 3,8%. L'activité dans du secteur primaire est impulsée par la production vivrière. Le secteur tertiaire tire quant à lui avantage de toutes ces composantes. Dans le secteur secondaire, la progression est modérée.

En 2015, l'activité resterait bien orientée grâce à l'extension du relèvement salarial à l'ensemble des fonctionnaires, la poursuite de la réalisation des grands chantiers de l'Etat et la mise en œuvre de mesures incitatives à l'initiative privées. Le taux de croissance est attendu à 9,4% grâce à des évolutions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire respectivement de 7,5% ; 12,4% et 10,2%. Ainsi, le PIB par habitant à prix courant croîtrait encore de 8,5% entre 2014 et 2015, situant la hausse de cet indicateur de bien-être à 28,4% entre 2012 et 2015.